

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Vers le bonapartisme...
ou vers plus de démocratie

R. LOUZON

Ceux qui n'ont pu choisir
la liberté

Hubert JAM

La réunification syndicale
aux Etats-Unis

Gustave STERN

Quatre semaines de camping
en Yougoslavie

Paul ROCHE

En Afrique du Nord
Faisons le point

SINBAD LE MARIN

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 101 - Janvier 1956

Vers le bonapartisme... ou vers plus de démocratie ?

Notes d'Economie et de Politique. — Le triomphal voyage de Khrouchtchev. — Sagesse égyptienne

R. LOUZON

Ceux qui n'ont pu choisir la liberté

Hubert JAM

Quelques nouvelles du Maroc

El MOGHREBINE

La réunification syndicale aux Etats-Unis.

Gustave STERN

Propos irréguliers

R. HAGNAUER

En Afrique du Nord : faisons le point

SINBAD LE MARIN

Lettre de Tunis

J.-P. FINIDORI

A la pointe du combat laïque et syndicaliste

J. CORNEC

Quatre semaines de camping en Yougoslavie

Paul ROCHE

Lettre d'Italie : la gauche non-conformiste.

A. CARBONARO

Lettre de Grèce : la grève sans mouvement ouvrier

Manolis KORAKAS

Cercle Zimmerwald : compte rendu.

Refus de parvenir.

Les faits du mois. — D'où vient l'argent ?

— Entre nous.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se referra le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné d'une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Vers le bonapartisme... ou vers plus de démocratie ?

Ainsi donc qu'il était facile de le prévoir (1), la Chambre qui vient d'être élue au moment où j'écris est aussi vaseuse que la précédente. Ainsi que le dit un nouvel hebdomadaire, *Demain*, il y a eu dans la campagne électorale « des batailles », mais pas de « vraie bataille », car une vraie bataille ne peut avoir lieu qu'autour de grandes idées, et rien n'a été aussi absent de la récente campagne que les idées.

D'autre part, ainsi qu'il était également prévisible, le même problème de « majorité » que celui qui s'était posé pour la défunte assemblée va se poser pour la nouvelle. L'ancienne avait eu à compter pendant les trois quarts de son existence (jusqu'au ralliement des gaullistes) avec ce fait que 200 de ses membres (czaristes et gaullistes) votaient systématiquement contre tout gouvernement, ce qui faisait que, les 400 membres restant étant loin de former un bloc homogène, il suffisait qu'une partie d'entre eux soit dans l'opposition pour que le passage à l'opposition de quelques députés de la majorité gouvernementale suffise à renverser le gouvernement. Or, la situation va être la même avec la nouvelle Assemblée, où le nombre des opposants systématiques est à nouveau autour de 200 (czaristes et poujadistes).

Pour ma part, je ne vois à l'instabilité gouvernementale aucun inconvénient ; au contraire ! Voilà 80 ans que la France vit sous le régime des ministères de moins d'un an, et elle ne s'en est pas portée plus mal ; sa politique a commis moins d'erreurs, et surtout y a moins persévéré, que la politique britannique affligée de ce fléau : des gouvernements ayant la durée d'une législature.

Car l'instabilité gouvernementale présente le grand avantage d'éviter l'accumulation des conneries ; elle permet de « naviguer au plus près », de changer facilement de cap dès que le vent tourne, c'est-à-dire lorsque les situations évoluent.

Mais telle n'est évidemment pas l'opinion de nos candidats ministres. Aussi ont-ils fait porter presque toute leur campagne sur la nécessité d'une « révision constitutionnelle », dont le seul effet serait de nous mener à la dictature.

Non seulement la dissolution obligatoire de l'Assemblée nationale dans certains cas a été la seule mesure concrète qui a figuré au programme des partis de droite — Indépendants, Paysans, Edgariauristes — mais les partis dits de gauche eux-mêmes, Mendésistes et Socialistes, ainsi que le M.R.P. et les czaristes ne l'ont point expressément rejetée. Il paraît, d'ailleurs, que le chef de la coalition de « gauche », Mendès, y est personnellement très favorable. Si bien que l'on peut dire que, explicitement ou implicitement, tous les partis, ou la recommandent ou l'acceptent.

Or, si une telle disposition était votée par le futur Parlement, il est clair que c'en serait rapidement fini de la République.

Que la dissolution soit de règle dès qu'un ministère est renversé après moins de deux ans de pouvoir, comme le propose Edgar Faure, ou après que deux gouvernements auraient été renversés au cours d'une législature, comme le de-

mandent certains autres, ou enfin, qu'elle soit capable d'assurer, ainsi que le réclame Pincay, l'existence d'un même gouvernement durant les cinq années de législature, c'est la fin du régime parlementaire et la préface d'un régime dictatorial.

C'est la fin du régime parlementaire, car la définition même du régime parlementaire c'est d'être le régime où l'Exécutif est soumis au contrôle du Parlement ; or, il ne saurait plus être question qu'un contrôle quelconque puisse être exercé sur le gouvernement par le Parlement si ce Parlement doit se faire hara-kiri pour renverser le gouvernement. Un contrôle qui exige le suicide du contrôleur n'est pas un contrôle. Le jour où les députés seraient dans l'alternative, ou de cesser d'être députés, ou d'accepter tout ce que fait le gouvernement, celui-ci pourra poursuivre en toute quiétude n'importe quelle politique, si catastrophique que celle-ci puisse être. Le député qui ne sera pas d'accord grommellera sans doute, mais il n'affirmera jamais sa désapprobation par son vote, s'il sait que ce vote entraînera automatiquement la fin de son mandat de député. Il s'ensuit qu'à l'incohérence qu'on reproche à une politique fondée sur la succession rapide de divers gouvernements, succédera un entassement indéfini de bêtises, toutes plus ou moins dans le même sens, qui conduira inévitablement aux catastrophes.

En second lieu, ce régime aurait pour aboutissement inéluctable un nouveau Deux-Décembre.

Un gouvernement ne conduit pas seulement la politique générale du pays, il est le maître de l'Administration. Qu'il s'agisse de l'armée ou de la magistrature, de la police ou de tout autre service, il peut placer à leur tête et à tous les postes-clefs, qui bon lui semble, notamment des hommes qui lui soient entièrement dévoués et qui soient acquis à l'idée d'un Etat dictatorial. Or, lorsque cela est fait, un coup d'Etat peut être exécuté à coup sûr, presque sans risques ; ça ne devient plus qu'une « opération de police un peu rude ». C'est ainsi qu'avait procédé Louis-Napoléon, chef du Pouvoir Exécutif, et le Deux-Décembre montra l'efficacité du procédé. Lorsqu'on est maître, par l'intermédiaire de leurs chefs, de l'armée, de la police et de la magistrature, on peut tout se permettre (2).

C'est pourquoi, en régime parlementaire, le gouvernement est responsable, envers le Parlement, non seulement de sa politique, mais également de son administration. Or, pas plus pour un acte administratif que pour un acte politique,

(2) On objectera peut-être qu'aux Etats-Unis, où n'existe pas le régime parlementaire, l'Exécutif y étant complètement indépendant du Législatif, il n'y a pas eu, depuis plus de 150 ans que ce régime existe, un seul coup d'Etat. Mais c'est parce que, ainsi que l'a montré lumineusement Tocqueville, les Etats-Unis constituent un Etat *fédéraliste* au sens le plus complet du mot, et non, comme l'Etat français, un Etat *centralisé*. L'Exécutif fédéral y a infiniment moins de pouvoir que chez nous, étant bridé de toutes parts par les pouvoirs des Etats, des Cités, des tribunaux, etc., pouvoirs qui sont non seulement considérables, mais qui sont exercés par des organismes élus, totalement indépendants du pouvoir central, à la différence de ce qui existe en France.

(1) Voir *R.P.* de décembre dernier.

le député qui sait qu'il va perdre son mandat s'il vote contre le gouvernement, n'osera le faire. Il ne s'y résignera, dans le meilleur des cas, qu'au tout dernier moment, alors que la préparation du coup d'Etat aura été poussée à un point tel que même les aveugles ne pourront pas ne point la voir, mais alors... il sera trop tard ! Le chef du gouvernement sera en mesure de faire son coup d'Etat aussitôt la dissolution de la Chambre. Impossibilité de rectifier au jour le jour la politique suivie, même si celle-ci s'avère détestable ; impossibilité d'empêcher le gouvernement de préparer un coup d'Etat ; tels seraient donc les deux résultats de ce que l'on nous propose, et qui n'est d'ailleurs rien d'autre que ce que proposait de Gaulle. Si bien que l'on peut se demander si la fin du gaullisme en tant que parti, ne va pas, par l'une de ces ironies habituelles de l'histoire, s'accompagner du triomphe du gaullisme en tant que doctrine, par le ralliement à elle de tous les partis ! Aucun parti, au cours de cette campagne électorale, ne s'est présenté comme partisan de la dictature, mais ils sont tous en train de vouloir faire le lit de la dictature.

★★

Est-ce à dire que la constitution actuelle, que le régime parlementaire tel qu'il a fonctionné jusqu'ici, soient intangibles ? Nullement ! Mais, si l'on veut les réformer, loin d'emprunter des voies qui conduisent à la dictature, on doit choisir celles qui mènent à plus de démocratie, à un exercice plus réel du pouvoir populaire.

Le renversement d'un gouvernement par le refus d'un vote de confiance, se produit dans deux cas bien distincts.

Où bien le Parlement refuse sa confiance, généralement à la suite d'une interpellation, parce que l'administration du gouvernement ne lui plaît pas, parce que celui-ci a pris telle mesure que l'Assemblée désapprouve, ou n'a pas pris telle autre qu'elle jugeait nécessaire.

Ce contrôle du Parlement sur l'administration du gouvernement doit être maintenu tel quel. Seuls les parlementaires connaissent assez le personnel et les rouages de la haute Administration pour pouvoir juger ce qu'implique telle ou telle nomination, tel ou tel déplacement, telle ou telle « réorganisation », ou la négociation de tel ou tel accord.

Mais le Parlement peut aussi refuser sa confiance, non plus en raison d'un acte de l'Exécutif, mais à propos, au contraire, d'un acte législatif. C'est ce qui arrive lorsque le gouvernement considère qu'il ne peut plus gouverner si le Parlement vote telle ou telle loi, ou bien s'il n'en vote pas telle ou telle autre. Dans ce cas, le gouvernement « pose la question de confiance » sur le rejet ou l'adoption de ladite loi.

Eh bien ! à mon sens, c'est à ce sujet qu'il faudrait introduire une réforme démocratique dans la constitution. Lorsqu'il y a divorce entre le Législatif et l'Exécutif sur le bien ou le mal fondé d'une loi, ce devrait être au souverain, au peuple, à trancher le différend.

Que la loi lui soit donc présentée, et que ce soit lui qui décide, par voie de référendum, si la mesure proposée doit être acceptée, ou non ! Si sa décision est conforme à ce que proposait le gouvernement « pose la question de confiance » au Parlement de s'incliner ; dans le cas contraire, c'est au gouvernement à s'en aller.

Voilà et voilà comment seulement les électeurs peuvent être amenés à départager gouvernement et Parlement sans qu'il y ait risque de dictature.

Le référendum, non point un référendum d'ordre général qui peut n'être que le masque d'un plébiscite, mais des référendums particuliers portant chacun sur un point spécial et concret, sont, à la fois, une sauvegarde contre la dictature et un approfondissement de la démocratie.

Mais qui se soucie encore, en France, de la démocratie ?...

Notes d'Economie et de Politique

LE TRIOMPHAL VOYAGE DE KHROUCHTCHEV

Ce voyage de Khrouchtchev et de son officier de service aux Indes et en Birmanie a vraiment été triomphal. Non seulement par l'accueil qui a été réservé aux deux hommes par les personnalités officielles, mais surtout par l'enthousiasme de la population. C'est par centaines de mille qu'il a fallu parfois compter les foules accourues pour acclamer les Russes.

A quoi cela est-il dû ?

Sûrement pas au « communisme » des deux compères ! Ni l'Inde ni la Birmanie n'ont de sympathie pour le communisme à la sauce tartare. Le gouvernement socialiste birman a soutenu une lutte armée durant des années contre les insurgés « communistes » ; aux Indes, le parti de Nehru, qui est délibérément « anti-communiste » et traque les « communistes » à l'intérieur du pays, a le soutien de l'énorme majorité de la population ; même dans la région où les « communistes » semblaient les plus forts, dans le centre-est du Deccan, des élections récentes ont montré que le nombre de leurs partisans était bien moindre que ce que l'on croyait.

Alors, pourquoi cet enthousiasme ?

La raison en est manifeste : elle se trouve dans la crainte qu'éprouvent l'Inde, la Birmanie et tout l'Extrême-Orient de retomber sous le

joug colonial ; l'appui russe leur apparaît comme indispensable pour pouvoir se sauver d'une nouvelle domination de la part de l'Europe ou de l'Amérique.

C'est pour des raisons nationales, et non sociales, que Khrouchtchev et Boulganine ont été acclamés ; ils furent acclamés, non comme « communistes », mais comme ennemis de l'Occident. C'est d'ailleurs ce qu'avaient parfaitement compris les deux compères, dont tous les discours ne continrent jamais la moindre propagande en faveur du « communisme », mais furent toujours bourrés d'attaques contre les pays d'Occident et leur colonialisme.

Ce voyage apporte donc une confirmation éclatante à ce que nous n'avons cessé de dire ici : à savoir, que si les puissances occidentales veulent s'attirer un peu de sympathie en Asie, si elles ne veulent pas voir se dresser contre elles, en un bloc unanime soudé à la Russie, tous les peuples du sud et de l'est de l'Asie, il leur faut d'abord évacuer l'Asie.

L'évacuer totalement, c'est-à-dire y abandonner toute politique directe ou indirecte de domination ou d'influence, laisser aux Asiatiques le soin de régler eux-mêmes leurs affaires, sans la moindre intrusion européenne ou yankee.

Ce qui aurait à s'exprimer concrètement par les mesures suivantes :

1. — Abandon par l'Amérique de sa politique d'intervention en Chine et en Indochine.

Tant qu'une flotte américaine croisera dans le détroit de Formose avec ordre d'en interdire l'accès aux forces chinoises, si ce n'est à celles du mercenaire Chang Kai Shek, les Asiatiques, tous les Asiatiques, depuis les Hindous jusqu'aux Japonais, ne pourront pas ne point considérer que l'Amérique intervient dans les affaires intérieures de la Chine et qu'elle entend donc établir sa tutelle sur les pays d'Asie.

De même, tant que Washington maintiendra son protectorat de fait sur le Sud-Vietnam et soutiendra Diem dans son refus de laisser instituer des élections en juin prochain pour rétablir l'unité du Vietnam, conformément aux accords de Genève, l'Amérique ne pourra être regardée par tous les pays asiatiques que comme cherchant à maintenir par la force la division dans les pays d'Asie et à s'y créer des Etats satellites.

2. — Abandon par l'Angleterre de son intervention dans les pays du Proche-Orient, Irak, Iran et Pakistan, intervention qui est faite, à la fois, pour y assurer la persistance de régimes de féodalité et de dictature, et les englober dans une alliance militaire à laquelle elle participe elle-même et qu'elle domine.

Tels sont manifestement les deux premiers impératifs qui s'imposent si l'on veut que l'Asie cesse de craindre l'Occident et qu'elle cesse, du même coup, de s'appuyer sur Moscou.

Un second pas devrait ensuite être franchi.

Si l'Occident ne possède plus, aujourd'hui, en Asie, de vastes territoires, il y a néanmoins conservé des « bases », et notamment des bases militaires. L'Angleterre occupe Singapour et Hong-Kong ; l'Amérique l'île japonaise d'Okinawa.

Or, l'Asie ne pourra s'estimer en sûreté que le jour où ces revolvers chargés et pointés sur elle auront cessé d'être.

Il faut donc, en premier lieu, rendre Okinawa au Japon et supprimer la base militaire de Singapour.

Ensuite, si l'on estime, peut-être avec raison, qu'il est nécessaire, qu'il est d'« utilité internationale », que ces grandes places de commerce que sont Singapour et Hong-Kong continuent à jouer leur rôle d'emporium mondiaux, on pourrait alors, d'un commun accord avec les pays asiatiques, les internationaliser en les remettant, par exemple, entre les mains de l'O.N.U. — qui, pour une fois, servirait à quelque chose — afin d'en faire des centres d'échange, de navigation et de commerce ouverts à tous les pays sans distinction, sur un pied de parfaite égalité.

Tel est le programme, le seul programme qui, à mon sens, en rassurant complètement l'Asie, en la convainquant que l'Occident n'a plus aucune visée sur elle, lui permettrait d'éprouver peu à peu une certaine sympathie pour ses anciens maîtres, et l'amènerait à se détacher de la Russie, au besoin à se défendre contre elle.

L'abandon de l'Inde, de la Birmanie et de Ceylan par l'Angleterre, l'abandon de l'Indonésie par la Hollande, celui de l'Indochine par la France n'auront servi de rien pour conquérir le cœur des Asiatiques, s'ils ne sont point comblés par une neutralité absolue dans les affaires intérieures des divers Etats d'Orient et par la liquidation des derniers restants des conquêtes coloniales, car tant qu'il subsiste des séquelles du colonialisme, le colonialisme continuera à être pour l'Asie une menace, et la menace principale.

Pour porter ses fruits, toute politique doit être conduite jusqu'à son terme. Le jour où, en don-

nant à ses possessions du Moyen-Orient l'indépendance, l'Angleterre a ouvert une voie qu'il faut suivre jusqu'au bout si l'on veut en recueillir les bénéfices. Il n'y a pas de moyen terme : ou il fallait garder l'Asie, y maintenir par la force et par la terreur le régime de colonisation, ou il faut s'assurer le concours de l'Asie en laissant totalement, pleinement et sans arrière-pensée, l'Asie aux Asiatiques.

Un mot pour finir.

On objectera peut-être à l'interprétation que nous venons de donner du voyage triomphal de Khrouchtchev, que la Russie est, elle aussi, une puissance coloniale, qu'elle englobe dans son empire une multitude de peuples asiatiques, et qu'il est bizarre que, étant donné ce fait, l'Asie se tourne vers elle pour la défendre contre le colonialisme.

La raison en est qu'il y a l'Asie et l'Asie. Exactement, il y a deux Asies, l'Asie des nomades et l'Asie des sédentaires ; l'Asie « barbare » et l'Asie « civilisée ».

L'Asie dont nous venons de parler, l'Asie du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient, c'est l'Asie des sédentaires, l'Asie paysanne et « civilisée », celle de l'Inde, de la Chine, des îles de la Sonde, celle qui cultive le riz, le coton, le blé, le sucre, le coprah, les « épices ».

Cette Asie-là a eu, durant des millénaires, à souffrir de l'autre Asie, de l'Asie « barbare », celle des steppes du Nord, l'Asie mongolique, qui, à maintes reprises, l'a envahie et mise sous son joug. Or, ce n'est et ça n'a jamais été que les peuples de cette Asie-là, Turcomans et Kirghiz de l'ouest, Bouriates et Mongols de l'est, qui sont ou ont été incorporés à l'empire russe, si bien que, non seulement le sort de ces peuples « barbares » n'intéresse point l'Inde, la Chine et leurs semblables, puisque ces derniers pays n'ont jamais eu qu'à en souffrir, mais que, même, le fait que ces peuples sont aujourd'hui tenus en mains par les Russes, est un facteur plutôt rassurant pour l'Asie civilisée (3) ; cela la met à l'abri d'un nouveau Baber ou de nouveaux Mandchous. « A bas la colonisation, quand c'est nous qui risquons d'en être victimes ! » Mais : « Vive la colonisation, quand ce sont nos ennemis qui sont paralysés par elle ! »

SAGESSE EGYPTIENNE

Ainsi donc, une nouvelle colonie vient de se couer à son tour le joug : le Soudan a proclamé son indépendance !

Cet immense territoire qui s'étend sur plus de 2.000 kilomètres en longueur et, en certains points, sur près de 1.500 kilomètres en largeur, sur lequel coule le Nil durant les deux tiers de son parcours, qui est habité par des peuples aussi divers que les nomades islamisés du Nord et les paysans félicistes du Sud, et pour lequel France et Angleterre ont été sur le point de se faire la guerre, a cessé officiellement d'être une colonie anglo-égyptienne, pour devenir un Etat souverain. Evénement d'importance, puisqu'il montre que l'Afrique se met, vraiment, à son

(3) Subsidièrement, et *a contrario*, il est intéressant de noter que les reporters ont signalé que les deux Russes ont été reçus avec beaucoup moins d'enthousiasme en Afghanistan qu'aux Indes et en Birmanie ; l'accueil y a été, pour le moins, très réservé, aussi bien de la part des personnages officiels que de la population. Le fait s'explique aisément si l'on tient compte que les Afghans appartiennent à l'Asie « barbare », qu'ils font partie de la même catégorie de peuples que ceux présentement soumis à la Russie ; en conséquence, la colonisation russe est, pour eux, une réalité et une menace, d'où leur froideur.

tour, à suivre les traces de l'Asie en se déli-
vrant du colonialisme.

On pouvait craindre que cette libération ne
puisse s'accomplir sans difficultés internes. On
sait, en effet, qu'il existe au Soudan, principale-
ment dans le Nord, sur les confins égyptiens, un
fort parti qui était désireux d'incorporer son pays
à l'Égypte. Et que, naturellement, ce parti était
fortement soutenu par Le Caire qui prétendait
au droit de régner sur « toute la vallée du Nil ».

Mais la sagesse du gouvernement égyptien a
évitée les complications et les conflits qui au-
raient pu survenir de ce fait et retarder ainsi la
libération du Soudan. Le parti soudanais pro-
égyptien s'est rallié à l'idée d'un Etat soudanais
distinct, sans aucun lien avec l'Égypte, et le
gouvernement égyptien a donné son accord, se
refusant ainsi aux mirages de l'impérialisme.

On ne peut que s'en féliciter.

Presque en même temps, dans un tout autre
domaine, le gouvernement de Nasser fournissait
une autre preuve de sa sagesse en décidant la
laïcisation de la justice.

Il existait, en effet, encore, en Égypte, cette
relique d'une époque révolue : des tribunaux reli-
gieux. Pour toutes les questions qui concer-
naient ce qu'on appelle le « statut personnel »
des individus, c'est-à-dire, principalement, les

questions de mariage et de divorce, c'étaient des
tribunaux religieux, composés de juges apparte-
nant à la religion du requérant, qui en jugeaient
souverainement, et cela, bien entendu, d'après
leur propre Droit canon.

Le gouvernement égyptien vient donc de sup-
primer ces tribunaux religieux : tous les litiges,
aussi bien ceux concernant le statut personnel
que les autres, relèveront désormais des seuls
tribunaux d'Etat.

Mesure dont on ne peut également que se féli-
citer.

Cette décision n'a d'ailleurs pas soulevé de
protestations de la part des intéressés, si ce n'est,
bien entendu, de la part de l'Église catholique.
Celle-ci, dont le masque « libéral » n'est porté
que dans les pays où, n'y ayant plus de privi-
lèges, elle n'a plus à les défendre, a montré en
Égypte, comme elle le montre encore plus en
Espagne, son vrai visage traditionnel, son visage
médiéval ; ses évêques ont protesté contre la
suppression de leurs tribunaux et ont décrété la
grève générale du clergé... pour la messe de
minuit ! Dommage qu'ils n'aient point décidé une
grève illimitée, pour toutes les messes ! De cela
aussi, on n'aurait eu qu'à se féliciter !

R. LOUZON.

Ceux qui n'ont pu choisir la liberté

Le samedi 12 novembre, notre camarade Karl
Fischer, militant ouvrier autrichien, parlait de sa
vie dans les camps soviétiques. Son témoignage,
dont tous ceux qui remplissaient la trop petite salle
Viger du boulevard Saint-Germain ont pu vérifier la
solidité et l'authenticité, est trop important pour que
nous puissions le passer sous silence.

En janvier 1947, Karl Fischer était arrêté à Lintz
pour « espionnage, menchevisme et trotskisme », puis
était condamné à quinze ans de travaux forcés par le
conseil extraordinaire de Moscou. Après plusieurs se-
maines d'interrogatoires nocturnes à la prison centrale
hongroise, il fut dirigé sur l'U.R.S.S. avec 2.000 dé-
tenus. Le long supplice commença. Avec 79 détenus
gardés par 4 soldats NKVD qui peuplaient un seul
wagon, il gagna en cinq jours la frontière soviétique.
De là, ils furent dirigés sur la côte Pacifique, en face
de Sakhaline, qu'ils atteignirent après 37 jours de
voyage durant lequel ils ne purent mettre qu'une
seule fois pied à terre.

Le premier camp fut un camp de transit mixte.
Karl Fischer n'y resta que 17 jours après les-
quels, avec plusieurs dizaines de milliers de détenus,
il fut jeté dans le ventre du célèbre bateau
« Jurma ». Les conditions de vie y étaient
effroyables : c'était un véritable enfer où les
détenus menaient une existence de galériens sans
rames. Le « Jurma » les déposa à **Magadan**, ville
construite sur les os des détenus. Là, ils subirent une
inspection médicale effectuée par des femmes méde-
cins russes. À côté de chaque médecin-inspecteur se
trouvait un civil : le représentant de l'un des bassins
industriels de Kolima qui choisissait sa main-d'œu-
vre. Choisi par l'un de ces « patrons », Karl Fi-
scher fut transporté en camion vers le nord, au camp
Maxime Gorki, où il vécut trois ans. Il passa deux
années dans un autre camp du même bassin curi-
fère qu'il quitta sur un ordre de Moscou. Transporté
en avion à **Magadan**, il resta quelques semaines dans
cette ville dont la population civile est constituée
d'anciens détenus, avant de partir, accompagné de
29 camarades, sur les bords de la Baltique où il « sé-

journa » une année, éprouvant cette grande joie de
n'avoir pas à travailler. Ici les « forçats politiques »
étaient surveillés par des détenus de droit commun
armés. Il passa deux nuits à la prison de Vladivostok
où des jeunes gens de 18 à 25 ans (adolescents
abandonnés) gueulaient contre le Kremlin et Staline
et chantaient à tue-tête avant d'apprendre que sa
peine était transformée en détention en prison. Il res-
ta donc trois ans à la prison d'**Alexandrov** (« isolateur
politique ») qu'il put quitter grâce à l'amnistie qui
suivit et fut déterminée par la conclusion du traité
d'Etat entre l'U.R.S.S. et l'Autriche. Après huit an-
nées passées dans les bagnes soviétiques, Karl Fischer
retrouvait la liberté.

LA VIE DANS LES CAMPS

La répartition peut ainsi s'effectuer :

- 1) 60 pour cent de détenus politiques.
- 2) 40 pour cent de droit commun.

A) Les détenus de droit commun. On les groupe en
plusieurs catégories.

a) Détenus pour brigandages et assassinats. — On
y distingue la paysannerie kolkhozienne, les ouvriers
des villes et les grands criminels. Ces derniers sont
groupés dans une organisation : « L'organisation des
brigands » possédant des statuts non écrits et régis-
sant en fait la vie des camps. Deux particularités les
distinguent : ils refusent absolument tout travail for-
cé et toute collaboration avec les administrateurs
NKVD du camp.

**b) La deuxième catégorie est constituée par la
tendance dite « Les chiens » :** ceux-là admettent la
collaboration avec l'administration NKVD. Ils se vo-
lent entre eux, se surveillent et sont très divisés. Sou-
vent des bogarres à coups de couteau éclatent entre
les « membres » de cette seconde catégorie et les
autres.

c) La troisième catégorie : elle provient des poli-
tiques. Composée essentiellement d'Ukrainiens ayant
manifesté quelque sympathie envers l'Allemagne ou
« collaboré ». Condamnés à 25 ans de travaux forcés.

leur situation est pratiquement sans issue : non considérés comme détenus de droit commun, et, en fait, pas entièrement « politiques ».

d) **La quatrième catégorie** : elle est composée d'anciens membres et responsables du parti condamnés pour fraudes.

c) **La cinquième catégorie** : c'est la masse des paysans kolkhoziens arrêtés pour vol de pommes de terre ou de sel et condamnés de 10 à 25 ans de travaux forcés.

B) **Les Politiques** : ils forment, nous l'avons vu, la plus grande clientèle des camps de travail soviétiques (60 %). On peut ainsi les classer :

a) **Les éléments communistes oppositionnels d'avant 1930** (ainsi Chliapnikov serait en résidence surveillée).

b) **Les purgés de 1936 et 1938** : 6 millions d'individus arrêtés sur lesquels il reste bien peu de survivants. Les conditions de vie de ces victimes des grandes purges étaient inimaginables. Un seul fait nous le montrera : la plupart des victimes ont vécu sous la tente à une température atteignant 50 ou 60 degrés au-dessous de zéro.

c) **Les croyants** : ils sont anticommunistes sans avoir d'opinion politique. Ils sont des « travailleurs forcés ».

d) **Les croyants arrêtés pour propagande religieuse et reconstitution d'associations.**

e) **Les étrangers.** Ici s'imposent plusieurs distinctions :

1) Les immigrés antifascistes (prison d'Alexandrov). Ils firent la grève après le rejet de leur demande de libération. Leur peine fut augmentée. Ils doivent vivre maintenant à **Katchen**.

ETAT D'ESPRIT DES FORÇATS

Il est nécessaire d'établir un parallèle avec l'état d'esprit qui régnait dans les camps de concentration nazis pour bien le comprendre. Il en ressort une différence essentielle : dans les camps nazis, il y avait des SS, mais le soir chacun recevait la même portion de soupe et de pain. Dans les camps russes règne la fameuse « compétition socialiste » que l'on peut traduire par la formule : « tu recevras plus si tu travailles plus ». Mais c'est un fait indéniable d'affirmer que la dépense d'énergie est très nettement supérieure aux suppléments alimentaires distribués. L'effort exigé pour « toucher plus » est considérable : travail normal : 75 brouettes de terre aurifère dans la journée (8 heures) pour la ration normale ; plus de 100 brouettes sont nécessaires pour obtenir un « supplément » qui vaille vraiment le coup. Certains détenus allèrent jusqu'à en charrier 125 !

La grande émotion ressentie par les détenus des camps de travail fut le débarquement américain en Corée. Ils y virent la possibilité d'être enfin libérés. Au lendemain du débarquement, des officiers de la NKVD vinrent, munis de cartes, expliquer aux détenus l'impossibilité pour les Américains de remonter en Kolima (côte Pacifique) ! L'espoir n'était pourtant pas vain ! En supposant que les Américains eussent débarqué, ils avaient l'assurance de 8 millions de sympathies, de plusieurs millions d'hommes détenus et libres décidés de marcher à leurs côtés...

LES SURVEILLANTS

Ils se divisent en deux groupes :

a) Ceux qui ne sont pas armés : anciens déportés civils et Ukrainiens des territoires de l'Ouest. Ils sont sympathiques, — et aussi mal payés.

b) Les soldats NKVD. Ils ne restent jamais plus de quelques mois dans le même camp. Au début, l'hostilité qu'ils manifestent envers les détenus est bien marquée, mais après un certain temps, les possibilités de discussion deviennent assez nombreuses et faciles. D'où les remplacements, d'où les très courts séjours des soldats dans un même camp.

LA POPULATION CIVILE

Une grande partie de la population civile manifeste une forte sympathie pour les détenus. Des « échanges » ont lieu entre la population des villes et celle des camps qui ont à souffrir d'une même « misère commune ». Ici une liberté conditionnée, là une liberté supprimée.

Karl Fischer a exposé quelques-unes des scènes qu'il avait vues ou vécues. Voyageant librement et connaissant la langue russe, il put avoir des relations assez étroites avec le peuple russe pour lequel il éprouve une très grande sympathie. Quelques faits qu'il relata avec beaucoup de sobriété le frappèrent particulièrement. En voici deux :

Un jour qu'il était de nettoyage du camp, il assista à une scène assez curieuse. Il traversait le village en camion pour aller déverser les ordures à la sortie de celui-ci. Un groupe de jeunes gens et de jeunes filles, apercevant le camion, se mirent à courir derrière... et le prirent d'assaut dès qu'il fut arrêté : il leur fallait absolument récupérer les boîtes de conserves pour fabriquer des ustensiles.

La seconde « histoire » est plus longue : c'est celle d'un paysan qui venait de tirer 10 ans. Ancien mécanicien serrurier, il se vit partout refuser de l'emploi, harcelé par l'inlassable refrain : « Va vers l'Ouest, là d'où tu viens. » Un paysan ukrainien qui se trouvait là dit aussi son mot : « En Ukraine, nous n'avons pas de sucre au prix du marché légal. » Or l'Ukraine produit 47 % de la production totale !

DES SALAIRES

La hiérarchie des salaires existe non seulement entre la base et le sommet, mais aussi dans les divers secteurs de la base. Ainsi un conducteur de locomotive gagne 1.200 roubles par mois tandis que le mécanicien n'en touche que 800 et les travailleurs du rail (équipes de jeunes filles et de femmes le plus souvent), 300 !

Qui dit travail dit salaire. Les communistes, qui ne l'ignorent pas, payent donc les travailleurs forcés. En 1949, Karl Fischer qui travaillait alors mineur touchait 45 roubles par mois. C'était alors l'époque du **rationnement**, et un kilo de pain noir coûtait 35 roubles (1). Ce salaire dérisoire correspondait à un travail considérable. En 1950, la journée de travail était de 10 heures, après elle ne sera que de 8. L'année 1952 marque une date importante dans l'histoire du concentrationnisme soviétique : c'est l'année où l'on effectuera réellement les paiements en salaires. C'est aussi l'année qui marque la suppression du rationnement. En 1952, Karl Fischer qui travaille comme manœuvre dans une usine métallurgique de Kolima touche 300 roubles par mois. Son salaire réel était de 800 roubles, mais 500 roubles étaient retenus par l'administration du camp pour ses frais d'entretien et de nourriture ! L'année 1953 est celle de l'héroïsme. C'est, en effet, l'année où éclatent les grèves de Karaganda et de Katchen, grèves indépendantes l'une de l'autre qui éclatent à des moments différents et dont la principale raison immédiate est la mort du dictateur Staline. 1953 marque aussi la révolte des Berlinois de juin 1953. A Vorkouta, la grève se déroule de la manière suivante. A

la réclamation des grévistes exigeant une commission de Moscou étudiant leur cas, on répondit par un refus. La poursuite de la grève fut tout aussitôt décidée. Une administration autonome fut organisée, ce qui détermina l'arrivée d'une commission de Moscou conduite par Derevianko. Des concessions furent immédiatement accordées, mais elles furent jugées non satisfaisantes par les détenus. De nouvelles concessions furent alors accordées et faites réellement. Des mesures de représailles furent prises contre les me-

(1) Le marché noir était organisé par les détenus de droit commun qui pouvaient librement sortir !

neurs : ils furent dispersés et condamnés à un an de prison. Après cette grève dont on n'a pas assez souligné l'importance et qui fut suivie par des grèves organisées dans les autres camps, Moscou, qui prit peur, constitua une commission gouvernementale chargée de juger sur place le cas des détenus. Depuis la constitution de cette commission de nombreuses libérations et modifications de peine ont été effectuées. De nouvelles concessions furent faites. En 1954, les détenus politiques, en résidence dans les « isolateurs politiques », pouvaient recevoir des visites.

CONCLUSION

Il y a donc du nouveau de l'autre côté du rideau de fer. Effectivement, il y a un « tournant russe », mais celui que nous voyons n'est pas celui qu'on nous présente. Le « tournant » que nous voyons, c'est celui que nous montrons depuis plusieurs années. Avec une différence : aujourd'hui il est plus accentué. Notre « tournant », c'est celui d'une certaine « révolte » qui s'organise de jour en jour : « l'opposition » d'une nouvelle classe d'ouvriers qui a constaté la différence qui existe entre les théories marxistes et la pratique communiste et dont l'élite politique se groupe dans un mouvement conspiratif de résistance s'efforçant d'exercer son influence sur tout le personnel des entreprises industrielles du pays. Son programme peut ainsi être résumé : « remplacement de la classe parasitaire communiste à la direction des satisfaisantes par les détenus. De nouvelles concessions syndicales ; établissement des salaires et des normes de travail par les organisations ouvrières ». Parallèlement à ce mouvement se manifeste celui de l'élite intellectuelle des camps de concentration constituée d'environ 300.000 prisonniers provenant de tous les groupes ethniques de l'U.R.S.S. et parmi laquelle on trouve quelques survivants de purges de 36-38, anciens représentants de l'ancienne classe dirigeante. Au lieu de se résigner, ils ont décidé de passer à l'action et essayé d'établir un programme politique commun dont les six points essentiels seraient :

- 1) « **Les usines aux ouvriers** ». Formation de comités d'ouvriers capables de diriger les entreprises.
- 2) « **La terre aux paysans** ». Dissolution des kolchozes et désignation des comités paysans pour le partage des terres.
- 3) « **Le pouvoir au peuple** ». Elections libres et secrètes pour les assemblées nationales et organisation de plébiscites pour les peuples qui aspirent à l'indépendance.
- 4) « **Dissolution de la police secrète** ». Garantie des libertés individuelles pour tous les citoyens.
- 5) « **Désarmement total** ». Conversion de l'industrie pour la production civile.
- 6) « **Ouverture des frontières** ». Relations économiques, culturelles et politiques amicales avec tous les peuples de l'Occident.

La peur de Moscou, nous pouvons l'illustrer par les différentes amnisties qui ont suivi la mort du tyran Staline (celle du 18 septembre 1955 (2) qui s'appliquait à des prisonniers politiques et qui élargissait celle de 1953 concernant des délits politiques punis de travaux forcés allant jusqu'à 5 ans) et la réforme judiciaire actuellement en cours. **Ce ne sont pas là mesures de générosité et de libéralisme, mais mesures de nécessité.**

Si Moscou n'a pas cru durant longtemps aux larmes, elle croit trop aujourd'hui à la nécessité d'effectuer très vite certaines marches arrière pour que nous ne conservions pas le droit à l'espoir de voir, un jour ou l'autre, se réaliser entièrement notre « tournant ».

Hubert JAM.

(2) Tous les condamnés à moins de dix ans de travaux forcés pour collaboration avec l'Allemagne doivent être immédiatement libérés et recouvrer leurs droits civiques ; les condamnés à plus de dix ans voient leur peine réduite de moitié.

Quelques nouvelles du Maroc

Dans notre dernière correspondance, qui date de deux mois, nous avons laissé le Maroc « dans l'allégresse ». Et, bien que l'euphorie ne soit pas un phénomène durable en politique, ça continue.

Tous les jours, des centaines de cars, pavoisés, venant de toutes les régions du pays amènent à Rabat des dizaines de milliers de Marocains avides d'entreapercevoir leur sultan pendant quelques minutes.

Jamais l'expression trop courante de « mouvement de masse » n'a mieux convenu.

L'ordonnateur (mais non pas le créateur) de ce mouvement, bien évidemment, c'est l'Istiqlal. Le P.D.I. (Parti démocrate de l'indépendance) quoique plus ancien et fort louable, a infiniment moins d'influence.

En fait, en milieu marocain, c'est maintenant l'Istiqlal qui administre et rend la justice. (Comme il n'a pas encore pouvoir d'emprisonnement, les sentences sont d'ordre pécuniaire).

Dans mon bled, ces fonctions sont assurées par un bourgeois fort riche — et dur — qui a pour lui d'avoir fait, dans les années sombres, quelques semaines de prison à titre de trésorier local de l'Istiqlal.

...Cependant l'administration française existe toujours (en apparence) et un gouvernement marocain s'est formé (en apparence aussi). Je m'explique. L'administration française existe toujours (Résident, Directeurs, Chefs de Régions, Contrôleurs) mais cette administration n'embraye plus sur la masse marocaine. Pour « directe » que fût cette administration française, elle avait besoin de petits exécutants marocains : cheikh, mogaddem, amine, etc.

Cela est fini. Beaucoup de ces menus collaborateurs avaient été assassinés pendant la période terroriste (et surtout à la fin). Les autres ont cessé toute fonction dès que fut annoncé le retour du sultan. Sans que le mot ait été prononcé, ça a été une « désobéissance civile » de grande efficacité.

Quant au « gouvernement marocain » — tout nouveau, révolutionnaire — il a sûrement de grandes qualités, mais le défaut d'être « en l'air ». Lui non plus, il n'embraye pas. Il y a des ministres et des super-préfets, et rien au-dessous. Ce ne sont pas, par exemple, les ministres qui assureront, dans mon bled, la venue des prostituées à la visite sanitaire, chose que, depuis le retour du sultan, elles refusent à l'unanimité. Ce ne sont pas les super-préfets qui permettront aux vétérinaires de procéder à l'inspection des viandes de boucherie. Et pour briser la grève de l'impôt qui s'est spontanément déclarée en plusieurs tribus, il ne suffira peut-être pas des appels du palais impérial et des oburgations de l'Istiqlal.

...En somme nous vivons un interrègne, un état agréable d'anarchie. Mais la révolution n'est pas faite. Faire la révolution — nul n'ignore cela à la « R. P. » — c'est substituer à un appareil oppressif vermoulu un appareil oppressif solide. Le sultan n'a pas apporté le deuxième appareil. L'« Armée de la Libération », qui opère dans le Rif, l'apportera peut-être.

...En attendant, les minorités de caste (Français et Juifs) multiplient au sultan les affirmations de fidélité et l'assurance que, pendant les années d'exil, personne, au grand jamais, ne lui a été hostile !

Cependant il est clair que les Français n'ont que très peu de confiance dans les déclarations d'amitié franco-marocaine que le sultan et son fils multiplient.

Et quant aux Juifs, c'est bien simple. Dans mon bled, il y avait une trentaine de familles. Savez-vous ce qu'il en reste depuis que le sultan est revenu ? Il en reste une, ou même pas : une vieille femme et sa fille. Toutes les autres sont parties, cherchant sécurité ailleurs.

EL MOGHREBINE.

La réunification syndicale aux Etats-Unis

En 1935 fut fondé, aux Etats-Unis, le C.I.O. Ceux qui ont suivi l'histoire syndicale américaine se rappelleront quels espoirs immenses s'attachaient à cet événement. En effet, des hommes clairvoyants, et avant tout John Lewis, des mineurs, avaient compris qu'il y avait une véritable révolution à accomplir : à organiser syndicalement les ouvriers de la production de masse, des grandes industries, restés jusqu'alors en dehors des syndicats, à dépasser l'organisation par métiers sur laquelle était basée la Fédération Américaine du Travail (A.F.L.).

Si aujourd'hui, vingt années plus tard, nous assistons à la réunification syndicale aux Etats-Unis, il y a lieu de se rappeler que, dans les années trente, John Lewis et ses camarades de combat étaient effectivement des révolutionnaires : le principe de l'organisation à l'échelle industrielle devait bouleverser la société américaine. Par centaines de milliers et par millions, les ouvriers des aciéries, de l'automobile, de l'industrie, de l'électricité, du textile, etc., entraient dans le combat syndical.

On avait raison, à ce moment, de distinguer, dans le mouvement syndical, entre les conservateurs attachés à leurs traditions et craignant les bouleversements, et les révolutionnaires, très conscients, au contraire, des immenses possibilités offertes par l'organisation syndicale à l'échelle industrielle.

Est-ce que, vingt ans plus tard, il est toujours possible de faire une distinction aussi nette ? Nous ne le croyons pas. Tout d'abord, le C.I.O. a fait « le plein », et il a même subi une certaine stagnation. Il est avéré qu'il « plafonnait », que ses effectifs n'arrivaient plus à dépasser les cinq à six millions et que, au contraire, l'A.F.L. avait à son actif des progrès remarquables, réussissant, après l'affaiblissement par la scission, à grouper dix millions d'ouvriers en son sein.

Il n'y a aucun doute que c'est ce phénomène surtout qui avait amené, il y a deux ans, George Meany, de l'A.F.L., et Walter Reuther, du C.I.O., à envisager la réunification syndicale. Leurs prédécesseurs, William Green et Philip Murray, l'avaient envisagée eux aussi. Mais ces deux hommes, conservateurs s'il en fût, avaient vécu la scission, ils en avaient même été les protagonistes actifs, et, sentimentalement, il ne pouvait être question pour eux de mettre un terme à ce qui fut, en quelque sorte, leur œuvre personnelle.

Meany et Reuther ont agi avec une décision et une rapidité remarquables : en s'attaquant, d'abord, à un mal profond du mouvement syndical, à savoir la pratique du « raiding » qui consiste, de la part des deux organisations, à circonvenir les membres du syndicat « concurrent » pour les déterminer à quitter leur organisation et à rejoindre l'autre.

Pratiquement, le pacte conclu il y a un an dans ce domaine a ouvert la route pour l'unité. Mais il y avait d'autres problèmes à débattre. Le C.I.O. surtout insistait pour que la discrimination raciale, pratiquée dans

certain syndicat, fût abolie, et d'une manière radicale. Il demandait, en outre, que le principe de l'organisation à l'échelle industrielle fût maintenu et même élargi, et il réclamait, enfin, que l'unité ne se fit pas sous forme d'une absorption du C.I.O., plus faible de par ses effectifs, par la Fédération Américaine du Travail.

Il n'est pas inutile de relater ici, dans le détail, ce que furent les négociations, parfois pénibles et où les questions de personnes jouaient un rôle considérable. Reuther et Meany — car ce sont eux les « architectes » de l'unité — s'étaient mis d'accord sur la base suivante : aussitôt après l'unification, l'organisation nouvelle (A.F.L.-C.I.O.) entreprendra une vaste campagne de recrutement, essentiellement dans le Sud, ainsi que parmi les employés et fonctionnaires qui sont à peine syndiqués et dans l'industrie chimique, représentée par le trust Du Pont qui a su résister, jusqu'à présent, à l'assaut syndical.

Reuther a réclamé et obtenu qu'à l'intérieur de la nouvelle centrale fonctionne d'une façon permanente un « département industriel » qui groupe, sous sa direction, toutes les fédérations industrielles, aussi bien celles issues du C.I.O. que celles anciennement affiliées à l'A.F.L.

Les deux leaders sont convenus de combattre d'une façon énergique toute tentative de « raiding », et il est clair qu'est visé, essentiellement, le président du syndicat des camionneurs, Dave Beck, dont le syndicat compte 1,5 million de membres et qui, dans un passé récent, a pratiqué le « raiding », indistinctement, parmi les organisations du C.I.O. et de l'A.F.L.

Quatrième point : Reuther et Meany sont convenus de se dresser énergiquement contre la corruption qui a ravagé, dernièrement, un certain nombre de syndicats auxquels est confiée, dans quelques industries, la gestion des fonds de retraite versés par les patrons. Ils se sont mis d'accord, enfin, pour extirper le racisme du mouvement syndical. Sur ce plan, d'ailleurs, un début spectaculaire est à enregistrer : dans le nouveau bureau confédéral, deux syndicalistes sont des noirs : Randolph de l'A.F.L. et Townsend du C.I.O. Si nous insistons sur ce fait, c'est parce que, pour la première fois dans l'histoire du mouvement syndical aux Etats-Unis, des hommes de race noire sont représentés à l'échelon confédéral, alors que, jusqu'à présent, ils n'avaient réussi qu'à « grimper » jusqu'à l'échelon fédéral.

Le congrès de réunification s'est tenu le 5 décembre à New York. Il a enregistré, à l'unanimité, l'accord conclu entre George Meany et Walter Reuther. La commission exécutive de la nouvelle Centrale se compose de 29 hommes : George Meany est le président, William Schnitzler, ancien trésorier-secrétaire de l'A.F.L., garde ses fonctions dans la nouvelle organisation, dix-sept représentants de l'A.F.L. envoient les secrétaires des fédérations les plus importantes dans cet organisme, alors que le C.I.O. y figure avec dix

secrétaires de ses fédérations industrielles. Ces vingt-sept personnes sont considérées comme vice-présidents de la Centrale unifiée.

Fait important : la campagne de recrutement sera dirigée par Richard Livingstone, un des amis des plus fidèles de Walter Reuther qui quitte le syndicat de l'automobile pour se consacrer entièrement à la vaste campagne qui, en principe, doit amener à la nouvelle Confédération des millions d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires.

Nous l'avons dit : Walter Reuther dirigera le département industriel, qui, tout en étant soumis à la juridiction du bureau confédéral, aura sa propre gestion et pourra prendre des décisions autonomes en ce qui concerne les efforts propres aux syndicats d'industrie. Ainsi, le principe de l'égalité de l'organisation à l'échelle des métiers et à celle de l'industrie est réellement sauvegardé dans le cadre de la Centrale réunifiée.

Enfin, George Meany, William Schnitzler, Matthew Woll, George Harrison et Harry Bates (de l'ancienne A.F.L.), Walter Reuther, James Carey et David McDonald (de l'ancien C.I.O.) forment le Comité exécutif, organisme suprême de la Centrale.

A priori, rien ne permet de supposer que la nouvelle Centrale connaisse des difficultés insurmontables. Il y aura, sans doute, des heurts entre personnes, basés sur les luttes d'influence des années passées. Mais il n'est nullement dit qu'un conflit, si conflit il y a, se produise selon les anciennes frontières organisationnelles.

De plus, il existe entre les deux syndicats qui viennent de fusionner un large accord sur le plan politique : on aurait tort de sous-estimer ce phénomène, étant donné que les préoccupations politiques prennent une place de plus en plus considérable dans le syndicalisme américain. Il est évident — et George Meany l'a dit — que la nouvelle Centrale fera un effort particulier pour amener le législateur à satisfaire dans les domaines de l'instruction, de la législation sociale, de la construction, etc., les revendications propres des syndicats. Ceux-ci sont convaincus que c'est avec l'aide des démocrates que ces revendications pourront être réalisées. L'accueil enthousiaste que le Congrès d'unification a réservé à Adlai Stevenson et à Harriman, ainsi que l'accueil de politesse froide qu'a rencontré le message téléphonique d'Eisenhower, sont assez significatifs à cet égard.

On peut même se demander si ce penchant vers l'action politique ne sera pas préjudiciable à l'action proprement syndicale. Il est évident que les syndicats de métier continueront sur le chemin qui les a amenés à des succès indéniables : d'une manière générale, ils ont obtenu des salaires élevés sans beaucoup de frais, c'est-à-dire sans engager, dans la plupart des cas, leurs membres dans des mouvements de grèves. Il en est tout autrement des syndicats d'industrie. Il est significatif, à cet égard, qu'actuellement les magnats de l'industrie de l'électricité essaient de revenir sur les avantages anciennement accordés, et que James Carey fut obligé, à son corps défendant, de lancer les 50.000 ouvriers de « Westinghouse » dans une grève qui dure depuis deux mois.

Est-ce que l'esprit combatif du C.I.O. se ressentira, dans la nouvelle Centrale, d'un certain conservatisme propre à l'A.F.L. ? George Meany, tout en insistant sur la nécessité de l'action politique (d'accord, sur ce

point, avec la majorité des autres leaders syndicaux), a formellement promis l'appui de la nouvelle Centrale à toutes les luttes engagées par les fédérations adhérentes. C'est un phénomène qui pourrait se révéler comme extrêmement important dans les luttes futures. Déjà, le syndicat de l'électricité en grève a obtenu des fonds importants de la plupart des autres fédérations, ce qui lui permet de « tenir ». La solidarité intersyndicale pourrait bien être l'élément le plus important dans l'existence de la nouvelle Centrale.

Il est évident que nous venons d'assister à une fusion à la tête. La fusion de la base, commencée ici et là, demandera des années pour s'achever. Il se peut même que dans bien des cas elle ne se fasse jamais. Nous continuerons à voir, à l'avenir, des syndicats de métier et des syndicats d'industrie dans une « coexistence » qu'on espère pacifique. Mais, à la longue et à condition que des querelles de personnes ne troublent pas l'unité réalisée, il se peut qu'un « amalgame » couronne l'effort entrepris.

Car l'effort fut dur, et parfois pénible. Dans les négociations entreprises, toutes les questions, même de détail, devaient être réglées.

A l'intérieur de l'A.F.L., il n'y eut presque aucune difficulté : le congrès de cette organisation, qui précédait celui de l'unification, a ratifié à l'unanimité l'accord réalisé entre George Meany et Walter Reuther. Au congrès du C.I.O., convoqué pour prendre position, il y eut un opposant sérieux : Michael Quill, président du syndicat des transports dans l'Etat de New York, s'est séparé de son ami Reuther. Quill, partisan isolé d'un « Labor Party », s'est refusé à « livrer » son syndicat, assez puissant, aux « conservateurs » et aux « rackets » de l'A.F.L., comme il le formulait. Malgré tous les efforts de Reuther, il reste en dehors de la nouvelle Centrale, imitant ainsi, d'ailleurs, l'exemple des mineurs de John Lewis et de la fédération des cheminots dont on attend, d'ailleurs, l'adhésion ultérieure.

Il est évidemment trop tôt pour se prononcer d'une manière certaine sur le sort futur de la nouvelle Centrale. Chaque fédération reste autonome et continuera, comme auparavant, à pratiquer sa propre politique dans son domaine. La Centrale dans son ensemble repose sur une unité politique solide, dans ce sens qu'elle est cimentée par une hostilité farouche aux communistes, par une méfiance vigoureuse envers les républicains conservateurs, et par une adhésion quasi-unanime à la politique (ou aux intentions) des démocrates.

L'accord repose, en outre, sur une doctrine sociale commune : à savoir que le système de la libre entreprise serait, pour les salariés, la meilleure base pour accéder à un standing de vie plus élevé. Il peut y avoir des nuances entre les différents responsables sur les moyens de lutte à envisager, il existe sans doute des différences de tempérament.

Nous pensons qu'il dépendra beaucoup, pour le sort futur de l'organisation, du succès de la campagne de recrutement entreprise par Livingstone. L'apport de sang frais est nécessaire aussi bien à l'ancienne A.F.L. qu'à l'ancien C.I.O. Ainsi, l'esprit révolutionnaire que le C.I.O. a apporté dans le mouvement syndical pourra-t-il être sauvegardé et renouvelé, et la tradition et la solidité de l'A.F.L. pourront-elles être transférées aux générations syndicales futures.

Gustave STERN.

PROPOS IRREGULIERS

On connaît aujourd'hui le résultat des élections du 2 janvier 1956. Peut-être même en aura-t-on tiré toutes les conséquences parlementaires lorsque ces lignes paraîtront ?

Nous ne songeons pas, en les examinant, à nier la vanité en fin de compte d'une telle « affirmation » du peuple souverain. Nous pourrions évoquer les expériences passées : les élections de 1924, 1932, 1936... aboutissant après l'euphorie du Cartel des Gauches et du Rassemblement populaire à l'Union Nationale de Poincaré ou de Doumergue, aux décrets-lois de Daladier et... à la guerre.

Mais la consultation, sans mériter le titre de sondage profond de l'opinion publique, permet d'établir des points de repère, de tracer quelques courbes, de déceler quelques mouvements.

Car en 1924, en 1932, en 1936, ce qui ne fut pas illusoire, ce fut l'opposition victorieuse à des gouvernements et entreprises réactionnaires. Pareil phénomène s'est-il produit cette fois-ci ?

MOUVEMENTS PROFONDS ET IMPREVISIBLES ?

On a déjà noté la stabilité relative du corps électoral. Les mouvements ne portent en général que sur des minorités et se produisent le plus souvent à l'intérieur des deux grands blocs : celui des Droites modérées et conservatrices — celui des Gauches démocrates et socialistes.

Le résultat des élections nous oblige-t-il à réviser nos observations antérieures ? Nous ne le pensons pas.

Le succès poujadiste serait-il le phénomène extraordinaire, anormal qui détruirait cette thèse ?

Nous pensions qu'en période d'économie « ascendante », les classes moyennes reviendraient à leur formations traditionnelles. Il n'en est rien. La petite bourgeoisie inquiète abandonne le saint-cyrien de Gaulle, comme elle a abandonné le « brave » colonel de La Rocque. Elle suit l'aboyeur Poujade, alors qu'elle n'avait pas suivi le gangster Doriot. Par volonté de changement ? Oui et non. Pour changer les hommes afin de conserver des situations archaïques.

PHENOMENES LOURDS D'AVENIR

Il est deux autres observations caractéristiques.

D'abord le succès du parti socialiste. Non pas dans l'ensemble, où l'amplitude du mouvement reste faible, mais dans certaines régions industrielles, telles que le Nord et le Pas-de-Calais. Ce qui veut dire que le parti n'a pas perdu sa clientèle ouvrière. Rappelons que les syndicats F.O. de ces régions se sont affirmés au dernier congrès de la C.G.T.-F.O. pour les thèses européennes de Guy Mollet. Il s'agit donc d'une adhésion consciente et volontaire qui dépasse les soubresauts de l'agitation électorale.

Aussi la cassure du parti radical. Que l'on veuille bien noter que c'est la première fois depuis 1914 que cette vieille formation se scinde à la veille de la consultation électorale. Il ne faut pas y voir seulement un conflit entre deux personnalités. Peut-être pourrait-on y déceler soit une lutte entre deux groupes d'intérêts capitalistes — soit un conflit entre le libéralisme et l'étatisme.

SUCCESSION POST-STALINIE ?

Nous ne reviendrons pas aujourd'hui sur l'aide apportée aux agents de Moscou par des révolutionnaires sincères qui se refusent à tirer de la liquidation de la révolution russe et des combattants d'octobre 1917 toutes les conséquences

logiques et toutes les obligations qu'elles impliquent.

Tous les slogans post-staliniens n'ont pas d'autre but que d'agiter les masses ; ils ne correspondent à aucune opinion solide, aucune tendance durable.

Equivoque ? Non. Imposture flagrante, en haut. Faut-il donc accorder aux militants et aux électeurs le bénéfice d'un manque de discernement, d'une ignorance à peine admissible chez les jeunes ? L'attitude « impensable » de certains révolutionnaires avertis — qui acceptent l'alliance avec de tels imposteurs — justifie l'indulgence accordée à la masse. Encore faut-il que les suffrages accordés au programme et aux hommes du parti post-stalinien expriment, sinon une ferme volonté, tout au moins des vellétés révolutionnaires.

Le succès actuel du parti post-stalinien n'indique aucune progression sérieuse. L'application de la R. P. leur donnait 180 élus en 1946. Compte tenu de quelques départements où la R. P. n'a pas joué cette fois, ils sont au-dessous de leur niveau maximum de 1946. Ce qui serait alarmant serait une augmentation du pourcentage de leurs voix dans le contingent de 2 millions d'électeurs nouveaux. C'est le contraire que l'on peut constater. Ils gagnent un peu plus de 400.000 voix, soit approximativement 20 pour cent de l'augmentation des suffrages exprimés — alors que leur part dépasse 25 pour cent de l'ensemble. Ce n'est évidemment pas un calcul rigoureux. En restant dans le domaine des probabilités, on peut en déduire que le parti post-stalinien s'installe dans les positions conquises et ne progresse plus.

Cette persistance irrite mais ne surprend pas. Le mythe de la révolution russe, les illusions de la détente et de la défense laïque expliquent l'engouement de quelques millions de gobe-mouches.

Mais les responsables de cette duperie monstrueuse ne se classent pas seulement parmi les intellectuels et les politiciens de gauche. Des antistaliniens plus violents qu'habiles ont contribué à maintenir le prestige du parti du « grand mensonge ».

LES VOYAGEURS SANS BAGAGE DE L'ANTISTALINISME DEVOYE

S'il est naïf de s'aligner sur un Front populaire, ouvrier, républicain, ou laïque avec les agents du totalitarisme rouge, il est absurde de leur abandonner l'héritage de la classe ouvrière révolutionnaire.

Nous n'avons pas l'habitude de louer les chefs socialistes. Raison de plus pour se féliciter de la lettre de Guy Mollet aux communistes. Ceux d'entre nous qui ont voté — sans ferveur, ni illusion — pour les listes socialistes se justifient facilement par les négations qu'ils formuleront ainsi.

Mais de l'autre côté, « les voyageurs sans bagage » — qui laissent les trésors de leur jeunesse dans les sales pattes des agents de Moscou — trouveraient quelques clartés dans « la confession d'André Marty ». On n'accordera pas à celui-ci le privilège d'une intelligence supérieure... pas même la banale jouissance d'une intelligence normale. Cependant ce forcené vieilli et neutralisé ne manque pas d'un certain flair. C'est pourquoi il suggère l'origine « syndicaliste-révolutionnaire » de sa vocation et de son héré-

sie ». C'est qu'il a au moins appris la persistance dans la classe ouvrière de l'esprit de la C.G.T. de 1906. Ce qui en prouve le caractère inné et spontané — n'en déplaise à certains qui ne l'ayant connu qu'à travers les œuvres de Sorel y voient une invention d'intellectuels.

Qu'à notre époque de centrales syndicales, l'une colonisée, les autres bureaucratisées, la violence ouvrière soit trop souvent inorganique et inconsciente, et que l'on puisse facilement la provoquer sans discernement ou l'utiliser à des fins obscures, nous le nions si peu que nous avons souvent désapprouvé des agitations qui n'avaient que les apparences de la spontanéité (cf. notre article d'octobre 1955 sur *Action syndicale et opérations politiques*).

La discrimination n'est pas toujours facile et réclame plus d'intuition que de science. La simple relation des faits suffit quelquefois pour tout expliquer. C'est ainsi que les violences ouvrières de Saint-Nazaire et de Nantes de juillet et d'août 1955 s'expliquent justement par l'attitude de patrons « particulièrement incompréhensifs ». Jugement de Claude Harmel qui dans les *Etudes sociales et syndicales* (1) de septembre 1955 ne veut voir dans ces violences que des relents « d'anarcho-syndicalisme »... « maladie infantile du syndicalisme » (sic !).

Ce qui est grave, ce n'est pas une condamnation prononcée sous le signe de la fameuse devise « Ordre, autorité, nation ». C'est d'apparenter la spontanéité « anarcho-syndicaliste » au machiavélisme post-stalinien. C'est surtout de baser une démonstration logique sur la comparaison des résultats obtenus à Paris par la négociation, à Nantes par la grève accompagnée de violences.

Confirmation de notre vieille thèse sur la difficulté d'apprécier un mouvement par des mesures et des déductions d'ordre purement intellectuel. Notre auteur ne peut être taxé d'ignorance. Mais il va naturellement chercher son information dans « les idéologies » que les faits doivent simplement illustrer. Il va vers tout ce qu'il peut vérifier ou commenter par des méthodes universitaires. Le syndicalisme révolutionnaire c'est Georges Sorel ; le rassemblement populaire, c'est Léon Blum — comme pour Taine la Révolution française c'était le rationalisme des philosophes. La grève devient un phénomène mesurable en ses causes, son développement et ses résultats. Ainsi peut-on aboutir au même but par deux démarches contradictoires : une grève infructueuse est condamnée au nom de l'efficacité — une grève victorieuse l'est au nom de l'ordre.

VIOLENCE OUVRIERE SPONTANEE ET EFFICACE

On peut établir facilement que les métallurgistes parisiens ont obtenu davantage par la négociation que les ouvriers nantais par la grève. Mais pour en déduire la supériorité du premier système, il faudrait prouver que les deux expériences furent isolées et indépendantes l'une de l'autre. La commission exécutive de la Fédération F.O. des Métaux pense exactement le contraire et constate avec beaucoup de bon sens que « les conflits de Saint-Nazaire et de Nantes ont eu pour résultat d'accélérer la discussion des conventions collectives et les accords de salaires » (8 et 9 octobre 1955).

Slogan de propagande ? Il suffit de noter que l'accord général des salaires dans la région parisienne a été signé le 22 juillet, en pleine agitation en Loire-Inférieure ; que les autres accords ont été signés en août et en septembre,

1) Organe qui tient la place laissée vide par la disparition du fameux BEDES.

que celui de Renault date du 16 septembre 1955.

Mais c'est dans les *Etudes sociales et syndicales* de novembre 1955 que nous trouvons l'argument massue, digne d'un calculateur et d'un logicien. Le décret instituant la procédure de médiation signé le 5 mai 1955 s'était heurté, lors de sa préparation, à l'hostilité des représentants des organisations patronales. Or depuis le 14 août — date de la première application du décret — jusqu'au 31 octobre, « 31 demandes de médiation ont été déposées, 20 par les employeurs, 7 à la fois par les employeurs et les salariés, 2 seulement par les salariés, 2 sur l'initiative du ministre ». L'auteur précise en outre que 15 demandes émanaient d'entreprises métallurgiques et 9 du Bâtiment (soit 24 sur 31) et il ajoute : « Rien d'étonnant puisque ce sont ces deux branches professionnelles qui ont connu le plus grand nombre de conflits en août, septembre et octobre ».

Sans doute, un grand nombre de conflits et d'accords de salaires ont-ils été menés à leur terme ou conclus sans intervention de la procédure de médiation. Mais ce qui nous intéresse ici c'est de constater que la tendance patronale s'est complètement renversée, à la suite des journées de Saint-Nazaire et de Nantes. Parce que la situation industrielle permettait des concessions ? Certainement. Il est indéniable que la grève est beaucoup plus « rentable » en période d'expansion. Mais il faut la grève, qui porte toujours des dangers de violence directe, pour que l'expansion soit profitable aux travailleurs.

Il paraît donc établi qu'il n'y eut pas contradiction, mais convergence des deux méthodes dans la dernière bataille des salaires et que, en fin de compte, il en est résulté un bénéfice réel pour la classe ouvrière.

Nous avons connu cependant dans le passé des grèves massives longues et violentes qui se soldaient par un échec total. Ce fut le cas, par exemple, des grandes grèves du Havre de 1922. Mais le sacrifice volontairement accepté ne fut pas vain, malgré le bilan déficitaire, car le mouvement éleva un barrage assez solide devant la politique de baisse des salaires engagée par le patronat, dans la période de « reconversion » de l'après-guerre.

La condamnation de la violence ouvrière, c'est-à-dire de l'action directe sous toutes ses formes, ne peut donc être fondée en principe que sur la primauté de l'autorité de l'Etat, et non sur l'interprétation réaliste de l'Histoire. Par là, loin de constituer un des éléments de la lutte anti-stalinienne, elle favorise le post-stalinisme dans sa propagande actuelle et l'application future de sa doctrine dictatoriale. Aujourd'hui, elle lui assure une audience favorable dans la fraction la plus active de la classe ouvrière. Demain, comme en URSS et dans les démocraties populaires, elle s'inscrira dans le code du travail et assurera l'établissement du régime totalitaire.

LE COLONIALISME FRANÇAIS COMPLICE DE MOSCOU

Sur un autre terrain, l'antistalinisme soutient ce qu'il veut contrarier. Exactement, d'ailleurs, dans les mêmes conditions. Il ne s'agit plus de la violence ouvrière spontanée, mais du mouvement spontané des peuples colonisés vers l'indépendance nationale.

Là encore — et peut-être avec plus de netteté — l'utilisation des révoltes par l'impérialisme stalinien semble d'une banale évidence. Mais en confondant les deux phénomènes on entretient les révoltes, et donc on en favorise l'utilisation.

Nous avons établi le parallélisme de l'attitude du gouvernement français à l'O.N.U. — et de celle de la C.G.T.-F.O. au sein de la C.I.S.L. Ici

et là, on veut interdire aux étrangers d'intervenir dans l'affaire algérienne. Crise fébrile d'un impérialisme agonisant, dont on aurait voulu dégager l'organisation syndicale. Mais en cette affaire, on a fourni plus qu'un alibi à l'URSS, qui maintient avec intransigeance le droit de veto. On a aussi favorisé l'adhésion à l'O.N.U. de l'Espagne et des démocraties populaires. La formule d'adhésions en bloc s'imposait d'ailleurs avec une logique formelle. Si l'on accepte la souveraineté des Etats et leur compétence exclusive sur leur territoire national, le veto de l'URSS contre le Japon est aussi inconsequent — mais pas plus — que celui des Etats-Unis contre la Chine populaire et la Mongolie extérieure.

Si l'on subordonne l'adhésion à l'acceptation d'une charte internationale, dont l'application doit être contrôlée par des organismes supranationaux, l'adhésion de l'Espagne n'est pas plus légitime que celle des démocraties populaires — pas plus que la prétention de l'Etat français d'être seul maître dans son empire.

Mais nos antistalinien des dernières cuvées entendent condamner les mouvements d'indépendance dans les colonies selon un double critère : pour défendre les peuples libres contre le totalitarisme rouge, pour sauver le progrès menacé par le féodalisme « africain ou asiatique ».

C'est ainsi que dans une lettre — assez pertinente — Le Bourre, refusant de participer aux agapes cinématographiques franco-soviétiques, cite en référence directe les troubles d'Extrême-Orient, ce qui annihile toute la valeur des autres affirmations. L'affaire indochinoise illustre au contraire admirablement notre thèse. C'est l'impérialisme français qui est directement et exclusivement responsable de l'avance soviétique en Indochine. Si le Sud Vietnam échappe au Vietnam ce sera d'abord par la rupture totale avec le colonialisme français. Si la déchéance de Bao Dai, et la politique — dangereuse ! — de Diem ne l'ont pas appris à Le Bourre, c'est

qu'il est décidément imperméable à la vérité et au bon sens.

Quant à l'Afrique du Nord, nous voudrions entendre les bons camarades qui ne cessent de nous objecter le caractère féodal et raciste du nationalisme marocain ou tunisien. Nul ne peut prévoir l'évolution future des deux nouveaux Etats. Ce qui est actuellement certain, c'est que le retour du sultan a mis fin au régime archaïque des caïds — soutenus par les colonialistes français — que l'on a offert un poste de ministre à la communauté israélite, que les partis de l'indépendance soutiennent les revendications les plus démocratiques, y compris l'émancipation des femmes. C'est qu'en Tunisie, Bourguiba représente le progrès économique et politique et que le progrès social dépendra désormais uniquement de la force des syndicats tunisiens.

Au risque d'irriter certains de nos amis et quoique je sois aussi antisioniste qu'anticoraniste, je ne vois pas aussi clairement la situation dans le Proche-Orient et je me refuse aussi bien à soutenir Israël inconditionnellement qu'à assimiler la lutte arabe contre Israël à une guerre pour l'indépendance nationale et contre le colonialisme. Celui-ci n'existe pour moi que lorsqu'un peuple est opprimé par un Etat étranger, que lorsque la lutte des classes dépend de la révolte contre l'oppression nationale. Mais c'est là une autre histoire.

Nous nous trouvons donc placés sur le plan international en face du même dilemme. Ou bien l'antistalinisme favorisera par sa position conservatrice et réactionnaire la propagande post-stalinienne aujourd'hui et l'extension et la consolidation de l'impérialisme de Moscou. Ou bien, il se tiendra sur une position anticolonialiste intransigeante et il opposera le fédéralisme international à la suprématie des empires d'aujourd'hui comme aux survivances des empires d'hier.

Roger HAGNAUER.

EN AFRIQUE DU NORD

FAISONS LE POINT !

Des opinions très diverses s'échangent encore sur l'origine des mouvements de révolution en Afrique du Nord.

Si l'on écoute les colons, Moscou qui était responsable de tout il y a seulement deux ans est moins en cause ; maintenant, c'est le Caire, et l'on chuchote aussi que les financiers de Wall Street et de la Cité seraient tourmentés par les richesses du Sahara. Enfin, on ne manque pas de souligner l'accroissement subit de la population dû naturellement à la paix et à la générosité françaises.

Par ailleurs, les nationalistes algériens ne manquent jamais de souligner que la souveraineté française a été subie mais non admise par leurs peuples, et que du jour où ils ont été vaincus jusqu'au jour où l'ensemble de leur nation a décidé de prendre les armes quels qu'en soient les risques, le temps a été jalonné de révoltes spectaculaires qui ont nécessité des interventions militaires.

Quant à l'accroissement démographique, c'est encore un slogan de colons, lancé par le député Morinaud peu avant la guerre. Sous la protection française, la population algérienne aurait quadruplé, et tous de le répéter en chœur.

Or quand on connaît l'effroyable misère physiologique dans laquelle le colonialisme a plongé ce mal-

heureux peuple, on peut être stupéfait de l'argument.

Nous avons cherché des chiffres. Les seuls recensements officiels antérieurs à l'occupation française ont été effectués par les Turcs en Oranie vers 1812. Ils accusaient environ 1.800.000 habitants. Etant donné que la région de Constantine a toujours été la plus peuplée, on peut estimer le nombre des Algériens à l'arrivée des Français à environ 6 millions ; or ils ne sont pas plus de 8 millions actuellement. On est loin d'un quadruplement !

A l'appui de ces chiffres, on peut indiquer que l'importance et le nombre de villages n'ont pas sensiblement varié.

En outre, c'est entre les deux guerres que le mouvement révolutionnaire a pris forme, c'est-à-dire qu'il a reçu une adhésion de la masse populaire alors que, précédemment, il était limité à quelques groupes. Or, l'accroissement démographique ne peut s'être manifesté en quelques années, les bénédictions de la métropole durant depuis déjà un siècle !

L'explication se trouve donc dans les bidonvilles et dans le calvaire des travailleurs nord-africains expatriés, ce que les évêques eux-mêmes appellent « le chemin de l'esclavage ». Ces phénomènes datent de l'essor de la grande colonisation facilité par la motorisation des cultures, qui commence vers 1920.

Les colons ont alors exproprié et débauché les gens des campagnes, par dizaines de milliers ; aveuglés par le gain, ils ont inconsciemment créé des « personnes déplacées » qui furent, les unes parquées dans des bidonvilles comme les Grandes Carrières de Casablanca qui ont été, il y a déjà des années, le théâtre de ces premières émeutes du Maroc que Juin réprima par le massacre, tandis que les Algériens devenus citoyens français étaient déversés à flots sur la métropole, sans travail, sans métier, sans foyer, sans logement. Ce sont ceux-là, ces hors-la-loi, qui, décidés à prendre les spoliateurs à la gorge, ont fait masse et ont réalisé l'unanimité des peuples nord-africains, toute famille comprenant au moins l'un de ceux-là.

Les mouvements politiques d'autonomie qui avaient toujours existé se sont vus gonflés par cette immense clientèle qui, d'instinct, cherchait à se grouper pour se battre. Le véritable recrutement a donc été fait par les colons eux-mêmes. C'est pourquoi aucune solution pratique ne sera obtenue sans le reclassement des expropriés, c'est-à-dire sans la restitution des terres volées ; le cycle ayant été de bergers et fellahs à travailleurs agricoles, puis à chômeurs, et de chômeurs à fellagha.

Tous les accords politiques, toutes les embrassades de chefs ne seront que des diversions et ne pourront que reporter les difficultés en les aggravant si les habitants des bidonvilles et les travailleurs expropriés ne sont pas reclassés sur leurs terres.

Quant aux programmes de travaux et aux assistances possibles de l'Etat français, autant de bla-bla qui ne méritent pas une discussion. La réforme agraire, avec indemnités pour les gros colons algériens, est d'ores et déjà dépassée. L'épée ayant été tirée, ils ne doivent plus recevoir désormais que la botte au cul.

En Tunisie, au Maroc, les choses se trouvent maintenant entre les mains des gouvernements locaux, leur tâche sera ardue, il faut leur laisser le temps de révéler leur méthode.

En Algérie, c'est la guerre encore pour longtemps. 60 ou 100 familles d'usurpateurs qui ont de profondes ramifications politiques dans la métropole détiennent 1.800.000 hectares. Ces domaines valent ensemble, et au cours colonial, un maximum de 900 milliards ; la guerre d'Algérie a déjà coûté 600 milliards ! Il semble que ce soit une histoire de fous, car, contrairement à ce qui se passait en Indochine, il n'y a pas ici, pour la France, d'aide américaine. Il suffit au peuple algérien de tenir et de bien se battre pour triompher. Mais il faut aussi compter avec la pourriture. Le ravitaillement de cette armée devient une « affaire » extraordinaire et certains groupement colons gagnent plus sur le dos du contingent qu'ils ne gagnaient sur le bicot en période de paix. C'est la réplique du trafic des piastres ; et beaucoup ont intérêt à ce que cela dure.

Pauvre France !

Non contente d'avoir prostitué une grande nation en l'associant à ses rapines et à ses crimes, non contente d'avoir saigné à blanc les peuples berbères pour se tailler fortune, actuellement la gent colon traîne la jeunesse française au massacre, saigne l'économie nationale, sabote la politique fiscale et de reconstruction de la métropole pour seulement retarder l'effondrement de ses privilèges. Rien n'est aussi répugnant si ce n'est la servilité du gouvernement et des partis à l'égard des Bonnefoy-Juin, Blachette, B.N.C.I. Afrique, Compagnie Algérienne, et Borgeaud, dont la fonction parlementaire est une insulte aux morts de 14-18 et une flétrissure pour la France.

La logique eût été que le redressement vienne du peuple et des grands partis français, mais il faut admettre que ceux-ci sont émasculés ou corrompus et que la seule espérance réside dans la combativité des fellagha.

MODERNISTES ET VIEUX TURBANS

Il importe maintenant de définir quelles sont les tendances qui peuvent en Berbérie se substituer au colonialisme français.

Comme nous l'avons vu dans de précédents articles, l'Islam religieux n'a pu s'affirmer en Afrique du Nord qu'à l'ombre du colonialisme.

Un Islam d'ailleurs mâtiné de maraboutisme, qui a maintenu le peuple à l'écart de l'occupant et a entretenu une résistance dans les esprits, mais qui n'a pas pu les faire participer à l'évolution sociale que d'autres peuples musulmans ont connue.

Lors de la conquête, l'Islam avait rencontré en Afrique du Nord des peuples déjà groupés sur le canevas de nation, et il avait recherché à réaliser sous le drapeau du prophète et la direction d'un khédivé une immense fédération musulmane, du genre du Saint-Empire romain-germanique de la Chrétienté. Mais ce dernier n'avait eu affaire, sauf en Italie qu'à des tribus qui n'étaient pas encore sorties de l'esprit de clan et n'avaient pas abordé la nation. L'œuvre impériale de l'Islam en Afrique eût au contraire à lutter contre de vrais patriotes, et depuis l'occupation française l'Islam n'a pu être qu'un lien de résistance à un nouvel occupant.

Aussi, est-ce l'esprit national qui anime l'actuelle révolution nord-africaine, et non l'islamisme. Les fellagha de Tunisie, d'Algérie et du Maroc sont des défenseurs de leur sol avant toute chose, et ils affichent même un patriotisme chauvin. C'est pourquoi il serait comique, s'il était permis de rire au cours de cette tragédie, de constater que c'est dans ce moment où la nation algérienne trouve ses expressions les plus exaltées que les hurluberlus de la quatrième française inventent la formule d'intégration.

Heureux les simples d'esprit, le royaume des cieux leur appartient !

Ainsi donc, l'action révolutionnaire n'a pas été l'œuvre des conservateurs de l'Islam, qui ont, au contraire, eu de la peine à suivre.

En Tunisie, le Vieux-Destour a dû céder la place à un mouvement plus occidentalisé, le Néo-Destour et l'U.G.T.T.

En Algérie, c'est l'Etoile Nord-Africaine, née à Paris, qui fut le ferment révolutionnaire.

Au Maroc, ce fut l'Istiqlal, un mouvement de jeunes intellectuels occidentalisés.

Quant aux troupes les plus vivantes, elles sont venues des masses ouvrières, et les mots d'ordre qui les conduisent sont démocratiques.

Cet avènement de la plèbe sous l'étendard de la patrie et de la démocratie dont les cris se mélangent aux voix de la réaction islamique crée une cacophonie qui s'accroît au fur et à mesure que s'évanouit le colonialisme, contre lequel ils s'étaient naturellement unis.

Cette cacophonie s'accroît dans la déclaration d'un ouléma tunisien qui voudrait voir reconstituer dans son pays un Etat religieux et qui se trouve ainsi en opposition catégorique avec le programme progressif et démocratique de l'U.G.T.T., lequel a été approuvé par le congrès du Néo-Destour. Tandis qu'au Maroc, en même temps que les femmes retirent leurs voiles, on tue des commerçants qui vendent du vin ou simplement des images achetées à des Juifs.

Si cette lutte se prolonge, elle peut plonger l'Afrique du Nord, même libérée, dans une longue période d'anarchie, car toutes les revendications démocratiques s'opposent au clan réactionnaire de l'Islam qui peut trouver appui chez les grands propriétaires indigènes et naturellement dans les séquelles colonialistes, qui ne sauraient manquer une occasion de faire des sottises, mais on peut faire confiance à la clairvoyance et à la probité du prolétariat nord-africain pour s'opposer à ce que son pays retourne au régime des féodaux et du farniente.

Mais la combativité des prolétaires dépendra beaucoup de la situation économique, et celle-ci dépendra

en premier lieu de l'esprit de décision, de l'énergie et de la rapidité avec lesquelles les nouveaux gouvernements sauront empoigner le problème agraire et de la possibilité qu'ils auront de trouver des capitaux frais.

En ce qui concerne les crédits, du côté français, il n'y a que des boniments et des combines en perspective. L'intérêt de la France serait d'accepter une réforme agraire pour les grandes propriétés, laquelle sera d'autant plus radicale que plus de temps s'écoulera, d'assurer la sauvegarde de ses intérêts légitimes industriels et immobiliers (propriété bâtie) et de faciliter sa relève sur le plan financier afin que ses intérêts soient fécondés par une progression économique.

Sur le plan humain, l'Occident devrait avoir comme objectif d'épargner à ces peuples nord-africains de devenir la proie d'un obscurantisme religieux rétrograde qui pourrait éventuellement en faire les troupiers de dictature.

LA QUESTION DES FONCTIONNAIRES

Il est évident que les pays d'Afrique du Nord accédant à l'indépendance se doivent de constituer des administrations nationales, c'est-à-dire commandées et servies par des autochtones.

Il est également évident que ces cadres devront, tout comme ce fut le cas pour l'Amérique, la Russie, l'Inde, l'Égypte, etc., faire leur apprentissage, et qu'ils ne réussiront pas plus mal que les techniciens français qui sont les plus médiocres parmi les médiocres.

Mais cet apprentissage sera d'autant plus long et d'autant plus coûteux qu'ils conserveront plus longtemps parmi eux des gens dont les sentiments xénophobes sont connus et qui s'emploieront à empêcher le fonctionnement normal des entreprises plutôt que de transmettre aux « bicots » les connaissances nécessaires à leurs fonctions.

La vanité des colonialistes en cette matière est incomparable ! Eux seuls peuvent faire fonctionner des industries ! L'indigène ne peut rien comprendre à la science. Peu importe si ces mêmes indigènes font mieux qu'eux, ailleurs ! L'esprit colonialiste reste celui du journal « le Matin » qui, au moment de la guerre russo-japonaise, démontrait péremptoirement que les Russes devaient triompher, quoi qu'il arrive, parce que les Japonais appartenaient à une race inférieure : la preuve en était dans la forme de leurs mollets !

Aussi, si le Vietminh a pu si rapidement assurer un bon fonctionnement de son équipement industriel, c'est justement parce qu'il s'est libéré des cadres impérialistes.

Et tous les pays neufs, hier le Japon, aujourd'hui la Chine, qui ont eu la volonté de s'affranchir de cadres occidentaux progressent souvent plus vite que les Américains eux-mêmes. Dans le Proche-Orient, au contraire, les pays arabes pataugent dans l'usure et la servitude semi-coloniale d'économies qui sont toujours tributaires de l'extérieur : fournisseurs de matières premières, acheteurs de produits manufacturés.

Pour ces raisons, il est impératif que, par priorité, toutes les fonctions soient le plus rapidement occupées par des autochtones, les étrangers de toute origine ne pouvant être sollicités que dans les cas où les cadres locaux seraient techniquement insuffisants ou déficients pour certaines fonctions. C'est la loi générale du globe et les peuples européens, plus que les autres, l'ont appliquée avec rigueur.

En droit, les fonctionnaires européens avaient contrat avec leur employeur, l'État français, auquel ils étaient liés pour le meilleur et pour le pire.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il leur faut une mesure d'inconscience... coloniale, pour penser qu'ils peuvent réclamer des gouvernements tunisiens et demain marocain, le maintien de leur situation.

Sinbad LE MARIN.

Lettre de Tunis

Une assemblée nationale constituante tunisienne est convoquée pour le 8 avril 1956. Événement considérable pour un peuple qui luttait depuis plus de 40 ans pour avoir une constitution.

On votera donc en mars. Les hommes seulement. Les femmes tunisiennes n'auraient pas, paraît-il, la maturité d'expérience et de compréhension suffisante.

Dans la politique colonialiste, c'était normal d'oublier les services rendus. Mais en pleine révolution pour l'égalité, oublier la femme c'est une inégalité inadmissible. Quoi qu'on pense du bulletin de vote et de son efficacité. Il est ici question de droit.

A moins que les nouveaux maîtres du pays ne craignent surtout le discernement de la femme. Est-ce une raison pour l'insulter ?

Les hommes, donc, voteront en mars, au suffrage universel et direct. Voteront-ils en toute liberté, en toute connaissance de cause ? En l'état actuel des choses, c'est impossible, car les décrets que vient de prendre le nouveau gouvernement tunisien le 8 décembre 1955 ne le permettent absolument pas, ainsi qu'on le verra plus loin.

Devant les protestations des syndicats, des Youssefistes, des vieux-destouriens, le gouvernement a promis d'« adapter » certains articles. Seulement, au premier janvier, ce n'était pas encore fait. Or on vote dans deux mois. Et si Bourguiba peut parcourir le pays en toute liberté, Ben Youssef ne le peut pas. Le premier peut parler librement partout, le second n'obtient pas les autorisations nécessaires. Son journal a été interdit et quelques-uns de ses amis assassinés.

Sans doute le gouvernement tunisien se croit-il obligé à certaines précautions, surtout avec une succession grevée de beaucoup d'hypothèques, mais vouloir empêcher toute opposition, ce n'est plus de la démocratie, c'est du césarisme.

Or les décrets du 8 décembre 1955 empêchent toute opposition de se manifester.

Il est des articles qui frisent l'odieux par leur outrage. Ainsi celui qui établit la peine de mort pour attentat contre le bey. On remonte au code pénal français de 1810, alors qu'en France la constitution de 1848 supprime la peine de mort en matière politique.

D'autres visent plus particulièrement l'opposition. L'article 81, entre autres, stipule :

« Est puni d'emprisonnement de 5 ans et d'une amende de 720.000 francs celui qui, soit par les écrits qu'il publie, soit par les actes qu'il commet ou les paroles qu'il prononce en public ou en réunion :

« 1° provoque à la haine ou au mépris du souverain, du gouvernement ou de l'administration de l'État ;

« 2° provoque le mécontentement parmi la population, de manière à troubler la paix publique ;

« 3° excite la population à enfreindre les lois du pays. »

Ainsi un propos tenu au café au milieu d'amis peut faire tomber son auteur sous le coup de cet article ; ça rappelle la « loi scélérate » du 28 juillet 1894, après l'assassinat de Sadi Carnot par Caserio. Avec cette différence, toutefois, que la bourgeoisie française l'a prise après coup, alors que la bourgeoisie tunisienne prend les devants.

L'article 107 vise particulièrement le syndicalisme.

Le voici : « Le concert arrêté entre deux ou plusieurs fonctionnaires publics ou assimilés en vue de faire obstacle, par voie de démission collective ou autrement à l'exécution des lois ou d'un service public, est puni de l'emprisonnement pendant deux ans. »

Autant dire que le droit de grève est interdit aux fonctionnaires. Plus de syndicalisme légalement possible dans les services publics. Ni ailleurs bientôt, si on laisse faire.

Les syndicats ont protesté. En vain, jusqu'ici.

S'ils ne relèvent pas le gant vigoureusement, sans tarder, ils auront des mécomptes. Il est difficile d'effacer un pli une fois qu'il est pris !

Et puis, quoi ! On n'échappe pas à la lutte de classes.

J.-P. FINIDORI.

A la pointe du combat laïque et syndicaliste ⁽¹⁾

Parfois l'on cesse d'espérer, et c'est alors l'exemple des syndicats comme le vôtre qui ranime les forces. A Brunswick, mes amis et moi avons souvent parlé de la F.E. et surtout du syndicat du Finistère. Nous autres, instituteurs allemands de l'avant-garde, sachant combien de sacrifices sont nécessaires dans la lutte syndicale, nous pouvons apprécier profondément, mieux peut-être que l'un ou l'autre d'entre vous, le progrès énorme réalisé par votre syndicat depuis dix ans. C'est donc plus qu'une phrase vide quand je vous félicite de tout mon cœur de l'évolution de votre groupement qui semble combattre sous la devise : Nec aspera terrent ! (il n'y a pas d'obstacles !) (1928).

Rudolph DIESEL

(militant de l'Enseignement de Brunswick, actuellement inspecteur primaire).

Il y a un demi-siècle, la création d'un syndicat était envisagée dans le Finistère. Les circonstances ne l'ayant pas permis, une association, « L'Emancipatrice », est formée en 1906 et donne son adhésion à la Fédération des Amicales. Dirigée par des syndicalistes, cette amicale fait du très bon travail sur le plan corporatif.

C'était l'époque où beaucoup de directeurs et directrices se croyaient d'une autre essence que leurs adjoints

C'était aussi, dans l'administration, l'époque du bon plaisir. Le personnel n'avait aucune garantie. Le favoritisme sévissait dans la corporation. Les hommes politiques intervenaient dans les mutations...

Contre ces diverses sources d'injustice, les militants de l'amicale déployèrent une grande activité. Leur action courageuse leur valut rapidement la confiance du personnel qui vota, lors des élections de 1911 au Conseil départemental, pour ses quatre candidats dont deux étaient syndiqués — Henri Le Gall et J. Mazé (Josette Cornec). — Malheureusement, des dissensions se produisirent au sein de l'amicale, provoquées surtout par la dualité B.E.-B.S. et, aux élections de 1914, seules les deux candidates furent réélues.

Mais le départ était bien donné. L'Emancipatrice était à la F. des A., les militants s'orientaient vers le syndicalisme. Déjà certains d'entre eux collaboraient à la partie scolaire de l'Ecole Emancipée (P. Kerbrat, Josette). Avant la guerre de 1914, nous étions une douzaine à adhérer à la Fédération des syndicats d'instituteurs en qualité de syndiqués isolés.

L'idée de grouper ces camarades en une section syndicale nous était venue bien des fois à l'esprit. On l'abandonnait toujours pour des raisons d'opportunité. Enfin, en mai 1918, sa création fut décidée.

LE SYNDICAT EST NE

Nous étions dix camarades à prendre cette décision en ce mois de mai 1918. Oui, dix seulement, mais nous partions avec un si bel enthousiasme, une foi si communicative en notre idéal syndicaliste et une volonté à toute épreuve... que nous ne pouvions pas échouer dans notre entreprise !

Avec un recul de 37 années, je revois cette équipe de pionniers sincères, désintéressés et ardents au travail. Malgré les coups reçus de tous

côtés, malgré les tracasseries administratives, policières ou judiciaires, elle a tenu. Pour être vrai, je crois que leur dévouement total à la cause du syndicalisme était soutenu par la confiance sans limite des uns dans les autres et la profonde amitié qui les unissait tous. Ce sont là de puissants levains au service d'un idéal !

La petite section syndicale, née ainsi presque dans l'intimité, allait devenir le puissant syndicat du Finistère, le seul syndicat de masse de l'ancienne Fédération de l'enseignement, son plus beau fleuron, qu'en vilaine marâtre elle n'a jamais beaucoup aimé. Ce syndicat qui comptait 610 membres en 1932 au moment de sa rupture avec la C.G.T.U., totalisant autant d'adhérents que les 28 plus petits syndicats de la Fédération !

Cette montée de nos effectifs a fait dire à certains de nos censeurs que le syndicat du Finistère était devenu réformiste, que ses adhérents étaient des suiveurs. J'ai déjà eu l'occasion de réfuter ces allégations

Le gros syndicat du Finistère a tenu jusqu'au bout dans la voie du syndicalisme révolutionnaire et de l'action directe pendant que tant d'autres, plus gauchistes par la plume ou dans les congrès, sombraient lamentablement aux premières escarmouches.

NOTRE RECRUTEMENT

Les adhérents du Finistère étaient venus au syndicat en faisant un geste conscient, loyal, car nous avions refusé la fusion avec l'Amicale et n'acceptions que des adhésions individuelles. En outre, le syndicat imposait à ses adhérents le versement de la totalité d'abord et, plus tard, du quart des promotions au choix. De plus, nous fumes des premiers syndicats de l'enseignement à nous ranger du côté de la révolution russe. Enfin, au congrès de Lyon de la C.G.T., en 1919, c'est au nom de notre syndicat que Pierre Monatte — le leader de l'opposition cégétiste — dressa son vigoureux réquisitoire contre la politique de guerre et d'union sacrée de la C.G.T.

C'est dire que les militants du Finistère n'ont jamais voilé leurs pensées dans l'espoir de recru-

(1) Le surtitre, le titre et la citation n'ont pas été proposés par l'auteur de l'article. Qu'on ne l'accuse pas de manquer de modestie ! C'est nous qui en manquons pour lui et ses frères d'armes. — N.D.L.R.

ter plus facilement. Ils étaient fiers d'appartenir à la F.N.S.I. dont l'attitude fut si courageuse pendant la guerre. Ils disaient au futur adhérent avec Léger : « Tu sais maintenant ce que nous attendons de toi. Réfléchis. Et si tu te sens attiré par la beauté, la noblesse de notre idéal, tu peux venir à nous. Tu recevras des coups, tu en donneras peut-être, mais tu vivras en homme libre. »

En 1924, dans un court historique du syndicalisme de l'enseignement, Bouët écrivait : « Un point noir : le recrutement difficile en cette période de répression et de confusion. »

En ce qui concerne le Finistère, j'ai le plaisir de constater que ce point noir n'a pas compté. Notre recrutement a conservé à peu près la même cadence malgré les tracasseries administratives, les poursuites judiciaires contre le syndicat, les perquisitions chez ses militants. Mieux, nous avons constaté qu'à une recrudescence de la répression correspondait souvent un accroissement du nombre des adhésions. Nos chefs ne l'ignoraient pas et j'ai pu lire, dans mon dossier, ces lignes d'un de nos chefs au ministre : « Si vous me l'ordonnez, je pourrai prendre une sanction administrative à l'égard de M. Cornec. Je n'en suis pas partisan parce que ce serait fournir une nouvelle occasion de recrutement au Syndicat unitaire ».

Et les collègues venaient à nous. De 200 au début de 1920, nous passions à 285 fin 1921, à 390 fin 1924, à 450 en juillet 1926, à 600 en 1929. Sans compter que 300 sympathisants étaient abonnés au bulletin syndical et suivaient régulièrement notre action.

Cette progression constante de l'influence du Syndicat unitaire est soulignée d'une façon éclatante par le nombre des voix obtenues aux élections triennales au Conseil départemental (en opposition avec les candidats du Syndicat national) : en 1923, 2 élus sur 4 ; en 1926, 3 élus avec un accroissement de plus de 300 voix sur 1923 ; en 1929, les 4 élus et la majorité absolue des inscrits.

Par trois fois donc, le personnel enseignant finistérien s'était rangé derrière le Syndicat unitaire, apportant la démonstration irréfutable qu'il approuvait son activité et qu'il lui faisait confiance pour défendre, sans faiblesse et sans abdication, les intérêts de l'école et des maîtres.

Pour apprécier à sa juste valeur cette fidélité des adhérents et du personnel au Syndicat unitaire du Finistère, il faut replacer les événements dans leur cadre. Nous vivions les débuts de la période des divisions politiques et syndicales de la classe ouvrière. Nous assistions à la lutte violente que se livraient la C.G.T. et la C.G.T.U. appuyées l'une et l'autre par un parti politique. Toutes les rigueurs du pouvoir étaient réservées aux militants des organisations révolutionnaires et, dans l'Enseignement, les unitaires subissaient tous les coups. Et malgré tout, le bloc syndicaliste du Finistère tenait contre vent et marée et poursuivait sa route en avant sans faiblir.

Ce fut là, longtemps, une énigme pour nos adversaires de toutes obédiences. Ce fut aussi pour beaucoup d'entre eux une longue et pénible déception. Ils durent enfin se convaincre de la réalité : les syndiqués unitaires du Finistère et leurs « meneurs » — tous de la même trempe — étaient unis par le même idéal pour lequel chacun à son poste ouvrait de tout cœur.

Vive donc le syndicat de masse... à l'image de celui dont je rappelle le souvenir ! Un syndicat où l'on ne se contente pas d'inscrire au répertoire des centaines de noms, mais où l'on s'ingénie à éduquer l'adhérent, à lui montrer la beauté de l'idéal syndicaliste pour le triomphe duquel

il lui faudra lutter sans répit contre les forces coalisées de la réaction.

C'est parce que nous étions nombreux que le Syndicat unitaire du Finistère a marqué de son action cette période de 1918 à 1932.

AVEC LA CLASSE OUVRIERE

Notre syndicat a participé très activement à la vie de la classe ouvrière du département.

Dès 1918, son délégué à la Bourse du Travail de Brest avait l'occasion de dire à la délégation de la C.G.T. (venue pour accueillir le président Wilson et conduite par Jouhaux) ce que notre syndicat pensait de l'attitude confédérale dans la guerre. Notons qu'au meeting du soir Jouhaux ne put se faire entendre.

Notre collaboration avec les syndicats ouvriers fut de tous les instants. Nous intéressions nos camarades manuels aux problèmes de l'école, de l'éducation. Nos militants étaient à l'U.D., dans les Bourses du Travail. Ils y prenaient leur part de besogne et de responsabilités, Jamais une manifestation ne se déroulait sans la présence des syndiqués de l'Enseignement. Pour les nombreuses grèves que le Finistère a connues à cette époque, les ouvriers faisaient appel aux orateurs de notre syndicat. En 1925, à la demande des onze corporations de Pont-l'Abbé, j'ai accepté — au nom de l'U.D. — de diriger leur grève générale qui coïncidait avec les vacances de Pâques. Notre gros syndicat savait aussi apporter une aide financière appréciable aux travailleurs en lutte et aux victimes des capitalistes.

J'ajoute avec fierté que notre attitude fraternelle nous a valu la confiance — qui s'est traduite par l'octroi de postes responsables au bureau de l'U.D. — et la sympathie agissante de la classe ouvrière finistérienne. Même dans cette période de divisions syndicales, elle a tenu à proclamer — toutes tendances réunies — sa solidarité avec les militants de l'Enseignement en butte aux tracasseries de l'administration et du pouvoir.

LE SYNDICAT AU TRAVAIL

Dans cette atmosphère de profonde estime réciproque, notre action se déroulait sans répit, ardente, soutenue par un bulletin mensuel vivant qui ne ménageait personne et dont la parution ne laissait jamais indifférents nos chefs. Ils ne recevaient pas le syndicat, mais le bulletin franchissait leur porte et il était le meilleur des ambassadeurs.

Le lecture de la collection des bulletins du syndicat laisse une impression d'extraordinaire vitalité sur tous les terrains. Et l'activité syndicale n'émanait pas seulement du bureau, mais aussi des sections cantonales et des A.G.

Citons-en quelques épisodes saillants : la campagne très poussée menée par les adhérents contre le chauvinisme et pour la radiation des livres tendant à maintenir la haine entre les peuples. En 1923, le Finistère compte déjà plus de 300 lecteurs de la vaillante *Ecole Emancipée*. En 1924, l'inauguration du monument aux morts de l'E.N. de Quimper étant envisagée selon un plan qui heurtait nos sentiments pacifistes, par une belle action directe nous avons empêché qu'il ne se déroulât. En 1925, notre campagne contre la guerre du Maroc secoua le département à cause surtout des poursuites engagées contre moi et qui fournirent une belle occasion de défendre la liberté d'opinion des fonctionnaires. Aux articles haineux de la presse bourgeoise de toutes nuances, le Syndicat répondit en provoquant la protestation des sections de la Ligue des droits de l'homme, des sections cantonales du Comité de défense laïque et de tous les syndicats ouvriers

— autonomes, confédérés et unitaires — du département. J'ai sous les yeux une des grandes affiches double colombier que ces syndicats firent placarder en grand nombre pour avertir la « Dépêche de Brest » qu'ils ne toléreraient pas plus longtemps sa campagne fielleuse contre les Cornec. L'effet fut radical.

En 1926, le Syndicat fait élire au C.D. Gao-nach, communiste révoqué. Cette occasion fournit à une centaine de camarades l'occasion de conspuer, dans l'hôtel de la Préfecture, préfet et académie qui refusaient de le proclamer élu.

En 1929, c'est le très beau mouvement des 109 normaliens de Quimper qui nous valut les pires injures des communistes. Cependant, aucun autre syndicat n'eût été capable de faire ce que nous avons fait pour les normaliens grâce à notre force. « On a profité de l'affaire de Quimper pour tenter de salir des militants estimés, respectés, au-dessus de tout soupçon », écrivait Serret en 1931.

A cette même époque 1929-1930, pour soutenir les normaliens frappés et pour protester contre des actes d'arbitraire, notre Syndicat — en neuf mois de temps ! — se paie le luxe de trois démissions des C.D., trois campagnes de réunions (jusqu'à 24 pour la même élection), dans les cantons, trois succès. En cette seule année 1929, plus de 27.000 exemplaires du bulletin syndical ou des bulletins spéciaux furent répandus par nos soins !

En 1930, notre Congrès fédéral décide une action « pour la transmission directe du bulletin d'inspection aux adjoints et le refus de faire la classe en présence du directeur ». Seuls le Finistère et les Côtes-du-Nord, minoritaires, ont appliqué sérieusement cette décision. Mais on a vu le syndicat de Maine-et-Loire — celui de Bouët — après discussion en A.G., autoriser son secrétaire (Bazot) à flancher parce qu'il était menacé d'un blâme par l'inspecteur d'académie !

Par le Comité de défense laïque, créé en 1923, nos propagandistes ont réussi à toucher les milieux ruraux au cours de plusieurs centaines de réunions tenues dans les cantons et les bourgades, le plus souvent avec la présence de contradicteurs et parfois malgré une obstruction systématique des groupes mobilisés par les sacristies.

CE QUI NOUS A GENES

Ce rappel trop rapide de notre activité est très au-dessous de la réalité. Il montre tout de même ce que des syndicalistes révolutionnaires peuvent faire quand ils ont confiance en eux-mêmes et qu'ils n'ont pas peur de la masse.

Pour qu'il soit plus véridique, il aurait fallu l'émailler de place en place par les innombrables sanctions (blâmes, réprimandes, censures) qui ont frappé les militants et qui donnaient plus de sel à nos ripostes.

Il aurait surtout fallu narrer quelques-unes de ces scandaleuses perquisitions aux domiciles de nos militants par trois ou quatre policiers qui, pendant une longue demi-journée, fouillaient coins et recoins de l'appartement et repartaient en emportant tous les papiers, tous les livres contenant des mots terminés par... isme !

Puis ces messieurs — ou d'autres — revenaient, à une autre occasion, pour la même honteuse besogne. Il y avait des variantes parfois. Ainsi, Josette et moi qui avons dû subir sept ou huit perquisitions avons été spécialement gâtés une fois : huit policiers du même coup. Une autre fois, pendant que les policiers perquisitionnaient à l'intérieur de la maison, un gendarme local en défendait l'entrée, l'arme au pied, dans la rue principale de notre petite localité.

Bien sûr, ces fouilles répétées et surtout ces vols renouvelés de documents nous gênaient dans

notre travail. Mais celui-ci a été beaucoup difficile surtout à cause des luttes de tendances très vives que nous avons dû soutenir contre les communistes et leurs apparentés (tendance E.E.).

Nous avons souffert aussi des sottises successives commises par la C.G.T.U. qui, reniant son indépendance et son titre d'unitaire, était devenue la filiale du P.C.

Nous avons lutté, neuf ans durant, contre cette politique néfaste des dirigeants de la C.G.T.U. aidés par les communistes de l'Enseignement, Bouët en tête. Nous avons dénoncé sans répit cette trahison du syndicalisme révolutionnaire par ceux-là même qui, sans rire, se targuent d'être toujours restés dans la ligne... droite ! Même quand ils défendaient le syndicalisme de secte contre notre minorité syndicaliste.

Par discipline à l'égard de leur P.C., ils ont longtemps nié l'évidence même. Cette évidence que depuis 1924 pourtant le P.C. avouait au grand jour : « Les fractions communistes dans les syndicats doivent appliquer sans délai toutes les directives des organismes correspondants du Parti ».

C'est en 1929 seulement, au Congrès de Besançon, que les communistes de l'Enseignement commencent à se rebeller. Et c'est en 1930, au Congrès de Marseille, que des yeux s'ouvrent enfin. J'entends Bernard, au nom de ses camarades de la majorité, déclarer : « Je reprochais pas mal de choses aux minoritaires (1) en ce temps-là. Nous étions de bonne foi. La M.O.R. (2) s'est chargée de leur donner raison.

« Camarades minoritaires, nous ne vous avons pas trompés ; ce sont eux (la M.O.R.) qui nous ont trompés. Et, naïfs, nous avons cru ce qu'on nous disait sur la liaison organique, les commissions syndicales, la direction unique.

« Le Parti communiste a trompé ses adhérents ; il nous a bernés par des formules jésuitiques ; c'est un manque total de franchise... J'étais sincère. Toutes ces folies s'expliquent par le mysticisme. Nous avions la foi. On habitue les militants à recevoir leurs idées d'en haut : ils ne réfléchissent plus par eux-mêmes. »

Quand des militants avouent ainsi avoir abandonné tout esprit critique, avoir agi par mysticisme, avoir suivi leur parti parce qu'ils avaient la foi..., on admet difficilement les violentes diatribes qu'ils continuaient à nous réserver, à nous de la minorité syndicaliste qui dénoncions le mal fait au syndicalisme par la politique des chefs communistes. Nous, minoritaires, qui seuls étions restés dans la ligne de la F.E. et de la C.G.T.U. à leur début.

Mais passons.

Notons simplement que dans cette question de l'indépendance du syndicalisme et de l'unité syndicale, le Syndicat du Finistère a été le premier à tirer le signal d'alarme. Il a tiré fort et longtemps. En vain, parce qu'il avait affaire à des sourds mystiques.

Notons encore qu'il a eu le courage d'abandonner, en 1932, la C.G.T.U. dont le récent congrès venait de se proclamer adversaire de l'unité syndicale.

Ce geste est tout à l'honneur de notre syndicat unitaire qui refusait ainsi de se renier.

Il le fit librement, sans attendre l'ordre de Moscou.

Cela aussi compte pour des syndicalistes !

Jean CORNEC.

(1) Ceux de la Ligue Syndicaliste (Finistère, Indre, Côtes-du-Nord, Gironde...).

(2) Minorité oppositionnelle révolutionnaire (communistes 150 pour cent).

QUATRE SEMAINES DE CAMPING EN YOUGOSLAVIE

LE POINT DE VUE TOURISTIQUE

Nous avons campé du 22 juillet au 20 août, à quatre, dans notre 203 et nous avons vécu dans des conditions alimentaires assez proches de celles des habitants, car nous ne sommes pas allés souvent au restaurant et jamais à l'hôtel. Je dirai peu de chose du point de vue touristique qui n'est pas celui des lecteurs de la « R. P. ». Cependant, pour ceux que cela pourrait intéresser, je suis prêt à répondre à toute demande de renseignements.

Qu'il me suffise d'indiquer mon itinéraire agrémenté de quelques notes. Entrés par le col du Tarvis, à Ratece, nous avons eu un certain choc en constatant que la route s'arrêtait net à la barrière frontière pour poursuivre en territoire slovène sous la forme d'une piste, ou plutôt chemin de terre, baptisé « autoroute numéro 1 ». Nous avons traversé la Slovénie avec détour sur Bled et le lac de Bolinj par Ljubljana. De Ljubljana à Zagreb puis à Banyahika nous avons traversé la Croatie. Par Sarajevo et Mostar nous avons gagné la côte adriatique à Dubrovnik, puis suivi cette côte vers l'est jusqu'à Bar en passant par la montagne monténégrine. Au retour, nous avons regagné l'Italie à Trieste, en passant par Split, le lac de Plitvice, Riejka (ex-Fiume) et une partie de la côte d'Istrie.

Je ne suis donc passé ni en Serbie ni en Macédoine, et c'est sur les régions précitées seulement que je puis donner quelques impressions. Les paysages sont très médiocres en Slovénie et en Croatie du Centre : Bled et Bohinj, fort loin de nos points de vue alpestres, et très mouillés cette année. De même la Bosnie était horriblement boueuse. Son aspect bocager est agréable, mais n'a rien d'exaltant. Le versant adriatique de l'Herzégovine est désespérément sec comme tout le Karst dalmate, et seul le rivage du Monténégro nous a paru, avec Dubrovnik, mériter un déplacement touristique.

Pour l'étranger qui ignore comme nous le serbo-croate, c'est l'allemand qui serait la langue la plus utile en ces régions, encore que nous ayons toujours rencontré des gens instruits parlant ou comprenant le français, et que, sur le littoral, l'italien soit presque toujours compris. L'anglais ne nous a pas été d'un grand secours sauf en deux ou trois occasions.

Dans chaque ville une agence officielle de voyage « Putnik » permet toujours de se débrouiller assez aisément pour des campeurs, moins facilement parfois, avons-nous constaté, pour ceux qui cherchent un hôtel.

Le camping est, paraît-il, libre mais on est pratiquement obligé de recourir aux camps organisés (fort mal, pour la plupart), chers et bruyants. Nous n'avons pas vu d'autres campeurs que nous qui aient osé s'installer au bord des routes. C'est compréhensible, quand on a goûté une fois de la foule qui vous entoure au moindre arrêt dans la campagne !

LE POINT DE VUE SOCIAL

Le problème des communications

Il reste très grave, et le manque de voies commodes explique sûrement une bonne partie du retard économique de la Yougoslavie. Il existe une autoroute construite entre Zagreb et Belgrade en 1947 par des volontaires de tous pays, mais c'est la seule bonne route de quelque longueur. Le réseau récupéré sur l'Italie a été prolongé de 50 kilomètres vers l'Est, de Fiume à Senj, et il paraît que dans deux ans il atteindra Split et Dubrovnik. Actuellement, on n'atteint ces deux villes que par de très mauvaises rou-

tes de montagne, mal tracées, étroites, poussiéreuses ou boueuses à souhait où la circulation est presque nulle. Par deux fois nous avons parcouru plus de 40 kilomètres sans rencontrer ou dépasser d'autre véhicule à moteur. Nous avons vu beaucoup de camionniers — qui saluent toutes les voitures ! — mais leur travail est bien peu efficace. Nous avons vu des femmes travaillant à la réfection de routes en portant les matériaux dans des couffins, et des enfants cassant des cailloux comme sur des tableaux réalistes du siècle dernier ! Tout cela témoigne pourtant d'un effort, pathétiquement insuffisant par manque presque total de machines.

Quant au chemin de fer, nous ne le connaissons que par ouï-dire ou par les trains que nous avons croisés. Il faut presque 24 heures pour monter de Dubrovnik à Sarajevo, et la voie est une voie étroite. Que dire du port de Zadar (l'ancienne Zara), dont la gare la plus proche est à 88 kilomètres ?

Comment s'étonner, dans de telles conditions, du retard économique et de l'absence d'unité entre les produits que peuvent offrir les marchés ?

La population

Comme chacun sait, elle est peu dense, mais l'impression du voyageur est inverse car il ne peut sortir des routes où se pressent les villages, surtout en Bosnie. L'ensemble paraît sain, sportif et son accueil est généralement amical. Les enfants, extrêmement nombreux, apprennent malheureusement très vite que l'on peut tirer quelque chose du touriste. Pourtant ils restent en majorité spontanément heureux de voir des étrangers et de leur donner des fleurs ou des fruits. Souvent nous avons eu affaire à des gens particulièrement obligeants, si, par contre, il fallait constamment se méfier des erreurs de calcul aux marchés ou aux garages. Ce genre d'erreur n'est donc pas purement occidental...

Nos tentes ont toujours provoqué un étonnement admiratif quand nous les avons plantées dans la campagne, et pourtant elles sont bien vieilles... Tout était sujet à curiosité patiente, mais peut-être est-il significatif d'indiquer que le gaz-camping et les sièges pliants obtenaient la palme en ce domaine. A qui n'a presque rien, des biens médiocres semblent de grand luxe.

Aspect des villes

Dubrovnik, la seule ville qui ait une activité touristique, serrée dans ses remparts intacts, avec ses ruelles et ses palais d'aspect vénitien, doit être mise à part. Elle est destinée à devenir un rendez-vous international et on sent que son aspect méditerranéen la rend plus proche de nous qu'aucune autre. Mais, que ce soit Ljubljana, Zagreb ou Riejka, les formes lourdes des bâtiments du style de l'empire autrichien leur donnent un air morne qu'accroissent pour les deux premières la lenteur et l'air morose des habitants. On a peine à croire que Zagreb ait 400.000 habitants, devant ces rues vides où ne circulent que de rares camions, quelques taxis et des voitures étrangères, où, en plein centre, on rencontre encore des camions à chevaux. Quand nous sommes passés, un seul poste à essence était ouvert et il n'y avait pas foule pour se faire servir.

Sarajevo et Mostar, d'aspect semi-oriental, sont plus gaies. La population n'y a pas cet air contraint qui gêne en Slovénie ou en Croatie. On n'y voit pas ces queues si frappantes pour l'étranger (à Novo Mesto il y avait 31 personnes devant moi à la boulangerie !).

Partout les moyens de transport en commun sont pleins et même pris d'assaut sans courtoisie aucune : bateaux sur la côte dalmate, trains, trams, ou vieux autobus réformés de la banlieue de Londres, qu'on est tout surpris de retrouver encore en vie et roulant à Mostar ou ailleurs.

Les vitrines sont d'attrait plus que médiocre. Nous avons été surtout frappés de la rareté de magasins d'objets ménagers, de meubles, de radio. Par contre, les librairies sont belles. Comme auteurs français traduits, nous avons surtout noté Zola, Anatole France, Balzac et... Louis Guilloux. A Ljubljana, cas surprenant, on pouvait voir en français deux ou trois ouvrages catholiques venus directement de la « Bonne presse » : on se demande pourquoi ?

Dernier trait notable : les rues sont propres et, sans doute, l'absence totale de chiens ou de chats y contribue-t-elle.

Aspect des campagnes

Partout encore des signes de la guerre. Plus impressionnante que les maisons démolies, l'absence d'hommes d'âge moyen. Comment s'en étonner quand on sait que 11 pour cent de la population a péri et que ce pourcentage comprend surtout des hommes ?

Dans ces campagnes d'un pays communiste, tout est clos ! En Slovénie et en Bosnie il est pratiquement impossible de sortir des chemins. Même dans le Karst, dès qu'il y a quelques figuiers ils sont enclos d'épines, de murs ou de barbelés. Toutes les campagnes que nous avons traversées sentent terriblement mauvais. Explication simple, il n'y a de cabinets nulle part, c'est-à-dire qu'ils sont partout. L'épaisse boue bosniaque emplit la cour où s'ouvrent le fenil, l'abri à outils et la maison, si petite, en torchis, d'où sortent tant d'habitants, à notre étonnement toujours renouvelé. Malgré, ou plutôt à cause de la faiblesse des ressources, les enfants pullulent et combleront bientôt les vides de la guerre ! Tous, en dépit de leur gaieté naturelle, des vivats dont ils accueillent les étrangers, contribuent plus que tout à accroître l'impression de misère par leurs haillons indéfinissables et leur malpropreté.

Le matériel agricole est aussi rudimentaire que l'hygiène est élémentaire. Nous n'avons jamais vu battre le blé à la machine et nous avons vu aussi battre le lin à la main.

Mais, à côté des vieilles maisons d'argile nous avons admiré des villages neufs : en particulier, entre Merkonicsgrad et Jajcé, en pleine Bosnie, un village expose en avant de chaque misérable cahute ancienne une construction neuve fort attrayante. L'industrialisation dispersée à travers le pays modifie très souvent l'aspect général, et semble partout amener des progrès dans l'habitation et dans l'état des chemins. Cependant, les paysans paraissent encore très pauvres : leurs vêtements surtout sont si déchirés que nous n'imaginions pas qu'on pût encore les porter en tel état. Quand, de plus, ces paysans habitent des huttes de roseaux comme dans le delta de la Neretva, cette plongée vers quelques siècles en arrière donne un certain choc !

Les marchés semblent très fréquentés et les paysans qui les animent sont les maîtres de la route avec leurs mulets ou leurs ânes. Malheureusement, lesdits marchés, sauf à Split, offrent peu d'abondance, et encore moins de variété, dans les produits.

Les prix

Difficiles à apprécier pour les touristes en hôtel, ils le sont un peu moins pour des campeurs. Cependant une réserve de taille : nous n'avons besoin pendant les vacances, que de nourriture, ou à peu près, et le fait de relever les prix des vêtements ou des ustensiles de ménage reste un geste abstrait, alors que pour les habitants du pays ces prix sont malheureusement une réalité vivante.

Je crois pouvoir simplifier en assimilant le dinar

au franc comme pouvoir d'achat, sans grosse erreur. Le change officiel est 120 francs pour 100 dinars ; le change clandestin, m'a-t-on dit de plusieurs côtés, est de 60 francs pour 100 dinars à Trieste, mais je n'ai pas eu la chance d'en profiter.

Les fruits et légumes sont de prix très variables, selon les marchés. C'est facilement explicable vu le manque de moyens de transport et d'établissements de stockage. Les haricots qui valaient 20 dinars le kilo à Banya Luka, en coûtaient 150 à Split. Les poivrons variaient entre 50 et 80 dinars, les pêches entre 150 et 220 dinars le kilo, les prunes de 50 à 80, les raisins, en Dalmatie, de 120 à 200, et les figues à Dubrovnik montaient à 150 dinars ! En Slovénie, pays producteur, nous avons payé les pommes de terre 40 dinars, au Monténégro les pastèques, de 30 à 50 dinars.

Tous ces prix sont affichés, et par suite, ne nous ont pas été appliqués en tant que touristes.

Le pain noir coûte 50 dinars le kilo et il est très dense, le pain blanc 80 dinars, et davantage quand on achète des petits pains ronds ressemblant aux panini italiens. Le vin nous a coûté de 180 à 200 dinars le litre ; seuls la viande et le poisson sont bon marché. Le prix est unique pour le veau ou le bœuf : de 300 à 350 dinars, ce qui veut dire que le morceau coupé n'importe comment, que l'on vous vend, comporte à peu près la moitié de son poids utilisable, et voilà qui explique que les Yougoslaves achètent souvent de la viande hachée devant laquelle nous avons reculé.

Toutes les conserves sont de prix élevé et au lac de Bohinj où il n'y avait pas de viande, le saucisson valait 2.000 dinars le kilo !

En Slovénie surtout le pain paraissait rare et à Ljubljana, ville de 150.000 habitants, nous avons eu de la difficulté à acheter un pain, si grossier que nous n'avons pu le manger en entier.

Par opposition aux magasins, les restaurants sont bon marché : nous avons payé, par repas, entre 120 et 220 dinars, ce dernier prix s'appliquant aux meilleurs hôtels de Zagreb ou de Sarajevo. Le menu est en rapport avec les prix, et à Fiume il nous est arrivé d'aller le compléter au milk-bar en sortant du restaurant où l'on nous servit un maigre bouillon, suivi d'un peu de viande garnie. Pourtant nous avons vu des paysannes, à la fin d'un marché à Zagreb, se contenter du bouillon seul.

A notre étonnement en ce pays, qui se dit communiste, le pourboire, non seulement existe, mais il est attendu.

Il existe quelques magasins du genre « Monoprix » dans les villes les plus importantes et des espèces de souks à Sarajevo où, en principe, on doit trouver de tout, mais les prix sont élevés et la qualité médiocre. C'est surtout vrai évidemment des objets manufacturés. Les vêtements nous ont paru chers et on nous a assuré qu'ils étaient mauvais : on s'en doute en les voyant sur le dos des gens. Nous avons demandé ce que coûte un vélo neuf, fabriqué à l'usine de Maribor (dans le Nord) : 30.000 dinars ; qui voudrait camper paierait un duvet 30.000 dinars et une tente 40.000, l'un et l'autre venant de la manufacture de Sarbotica. Quant à l'auto, nous avons cru qu'on se moquait de nous quand un mécanicien évaluait notre 203 à 13 millions, et un autre à 20 millions ! En fait, ces chiffres n'ont pas de sens car on ne voit pratiquement pas de voitures neuves et pas de motocyclettes neuves non plus. Les autos yougoslaves que nous avons vues en quatre semaines sur 2.500 kilomètres, à l'exception des taxis, ne doivent pas monter à vingt !

Fait significatif de la rareté et du prix des choses : on vend des sacs de papier sur les marchés de la côte dalmate et, au marché au poisson de Split, on m'en a chipé un : il ne représentait rien pour moi, puisqu'il venait d'une épicerie italienne, mais il avait sûrement de la valeur pour la ménagère aux

moins de laquelle je l'ai vu ensuite ! Comme dans tous les pays démunis, le papier et la ficelle sont rares et mauvais : nous en avons fait l'expérience sous l'occupation.

Les salaires

Nous voici à l'essentiel. Pour ne pas nous fier à des racontars d'opposants aigris nous avons demandé et obtenu de visiter une usine avec une interprète. Evidemment, nous n'avons pas pu choisir n'importe quelle usine, et notre essai n'a été couronné de succès qu'à Zagreb, malgré de bonnes paroles à Ljubljana et Sarajevo. Nous avons pu poser toutes les questions qui nous venaient à l'esprit et notre impression est qu'on y répondait spontanément et sincèrement. Il s'agissait d'une usine à turbines à vapeur, à quelques kilomètres du centre de Zagreb.

On avait réuni pour nous le directeur et les deux ouvriers qui sont présidents, l'un du comité de gestion, l'autre du comité d'entreprise. Voici ce qu'ils nous ont appris :

Nombre d'ouvriers de l'usine : 700 ; comité d'entreprise : 11 membres ; comité de gestion : 8 membres. Le directeur est choisi par concours par le comité de gestion avec avis du comité politique de la ville. Les salaires des ouvriers vont de 7.000 (sept mille) à 16.000 (seize mille) dinars par mois, le directeur touche 25.000 dinars. On attribue 3.100 dinars au premier enfant, 2.700 aux suivants, avec arrêt, je crois, au quatrième.

Une plus-value est possible, si le rendement aux pièces dépasse les normes et si l'usine fait des bénéfices. Ce bénéfice se répartit ainsi : 50 % à la Fédération des Républiques yougoslaves, 10 % aux investissements, 30 % à la ville de Zagreb, 10 % aux ouvriers. Pour l'année de 1954 ces 10 % ont représenté deux mois de salaires supplémentaires. La plupart des usines, nous a-t-on affirmé, construisent leurs cités ouvrières, et cela paraît vraisemblable à en juger par les bâtiments neufs des banlieues, encore qu'en Bosnie nous ayons assisté au ramassage des ouvriers par camions à 4 heures du matin.

Les vacances, autrefois presque gratuites, en hôtel, ne sont plus gratuites. Cela grevait trop le budget de l'Etat. Elles sont de 7 à 29 jours suivant les années de travail, et on bénéficie de 75 % de réduction sur les trains. Cependant, pour les enfants, les colonies restent pratiquement gratuites et cela doit être vrai à voir le nombre d'enfants rassemblé sur la côte.

Régime des retraites : 95 % du dernier salaire au bout de 30 ou 35 ans de service, à partir de 50 ans pour les femmes, de 55 ans pour les hommes.

Tous ces chiffres sont officiels puisqu'ils nous ont été donnés par le canal d'une interprète du parti communiste yougoslave, et nous n'avons pas cru sentir de réticences pour nous les fournir.

Ils expliquent, bien que je veuille me défendre de sentiments subjectifs dans ces pages, que nous avons eu trop souvent l'impression d'être trop riches par rapport aux habitants d'un pays où les salaires sont si bas !

L'effort constructeur

En dépit d'un état si souvent arriéré à un point qu'on n'aurait imaginé, d'un état presque « colonial » pourrait-on dire, on sent un effort constructeur. Les routes, pour rudimentaires qu'elles soient, sont en avance sur la brochure fournie par l'office de tourisme officiel. On voit large. Si, à Sarajevo n'arrive qu'un misérable train, une gare splendide témoigne qu'on ne s'en contentera pas. Une voie ferrée en construction joindra Belgrade à Petrovac sur la côte monténégrine, tandis qu'on creuse un port moderne à Bar.

Usines, écoles ont poussé un peu partout. Les musées sont remarquablement installés, mais peu fréquentés, nous a-t-il semblé.

Nous aurions voulu visiter des établissements d'enseignement mais on nous a objecté partout que pendant les vacances il n'y aurait personne parlant français ou anglais pour nous piloter ?

L'agriculture manque évidemment de machines et ne comprend guère le bénéfice de la coopération. Sur 4.000 kolkhozes, 3.000 se sont dissous dès qu'on le leur a permis. Pourtant, nous avons pu voir de remarquables défrichements en plein terrain karstique, au sud de Mostar, où des coopératives développent des cultures de vigne et de tabac.

Nous avons rencontré des ouvriers et professeurs qui vont apprendre à l'étranger, et, bien entendu, le niveau technique ne peut qu'y gagner.

CE QUE L'ON NOUS A DIT

On nous a beaucoup parlé, de toutes manières : en français, en charabia personnel, par gestes, mais quelle qu'en soit la façon, on voulait entrer en contact avec nous. Nous n'avons donc pas observé la moindre contrainte, sauf peut-être une fois sur un marché.

Naturellement, les jeunes manifestaient beaucoup d'optimisme, comme le fit un chauffeur de la campagne bosnienne. L'Occident leur est inconnu, mais ils ne montraient pas de jalousie lorsqu'ils détaillaient avec enthousiasme les diverses parties de notre voiture ou de notre matériel de camping.

Un partisan du régime a admis, sans provocation aucune, que les prix augmentaient trop, que la grosse erreur avait été de tout sacrifier à l'industrie lourde et qu'on avait ainsi attiré trop de paysans vers les villes où l'on n'avait plus assez de travail à leur donner. Par contre, cette personne n'a pas pu, ou n'a pas voulu, nous expliquer pourquoi on voyait tant de queues avant l'heure d'ouverture des magasins à Ljubljana ou à Zagreb.

Pendant notre séjour, Tito a prononcé à Karlovac un discours où il annonçait justement que la génération de la guerre avait fait assez de sacrifices, que l'effort de production allait désormais porter sur les biens de consommation et qu'il n'était plus question de plan à long terme. C'est du moins ce qu'on nous a répété de ce discours, dont la résonance rappelle fort les déclarations des dirigeants russes après la mort de Staline.

Parmi ceux qui parlent français nous avons trouvé souvent bien de la lassitude morale et physique à la fois. Les « cadres », en effet, ont subi une dégradation de leur niveau de vie, disent-ils, et ils sont pénétrés de regrets. L'un d'eux a terminé un tableau assez sinistre des conditions d'alimentation et de vêture, que l'on peut imaginer par les prix et salaires indiqués plus haut, en disant que « communisme ou pas communisme », ce qu'on souhaitait seulement « c'était de joindre les deux bouts ». Voilà qui ne témoigne guère d'un élan révolutionnaire !

L'impression est fâcheuse quand on constate que des ingénieurs ne songent qu'à s'échapper d'un pays pourtant en pleine construction ! Elle ne l'est pas moins quand on est sollicité de vendre des vêtements usagés... Pourtant, à part les enfants qui demandent des bonbons ou des cigarettes il n'y a pas de mendicants.

Que conclure de ces notes de voyage ? Rien de notre part, car il nous aurait fallu voir ce pays avant guerre pour établir une comparaison valable. Dans dix ans, si nous y retournons, nous confronterons nos observations et nous verrons si les réalisations sont à la hauteur des ambitions actuelles. Pour moi, je souhaite personnellement y voir moins de portraits de Tito, car je ne crois pas au « sauveur suprême », et moins d'armée un peu partout, parce que je n'aime pas qu'on fabrique des « héros ». J'ai voulu me défendre de juger, autant que possible, les lecteurs de la « R. P. » pouvant se servir des faits que je transcris pour en tirer leurs conclusions personnelles.

Paul ROCHE.

La gauche non conformiste

Si l'on veut saisir le sens de ce que la politique italienne est sur le point de nous apporter, il convient de prendre soigneusement le pouls des mouvements politiques périphériques. On ne mesure pas, en effet, la hauteur et la portée des vagues en haute mer, où le mouvement n'est donné que par la forme, mais bien la force et la puissance dégagées par la vague qui se brise sur la rive.

Et puisque la politique est une réalité sociale qui ne manque pas d'influencer les comportements individuels et collectifs, les attitudes mentales et les institutions, il semble opportun de retracer ici le profil de cette Italie politique mineure. Mais ce simple profil sera lui-même incomplet puisque, de propos délibéré, nous en écarterons les minorités néo-fascistes et monarchistes — liées par un même aveu d'impuissance — et qui n'apparaissent pas, pour le moment, comme des facteurs déterminants de situations nouvelles.

Il y a, en premier lieu, le Parti Social Démocratique Italien, dont le leader est Saragat. Issu d'une scission au sein du Parti Socialiste Italien, ayant pour but la lutte anti-communiste et manifestant l'espoir — presque la certitude — de pouvoir s'insérer dans la vie démocratique italienne et de jouer le rôle de l'élément socialisateur dans les programmes gouvernementaux de la Démocratie Chrétienne, il adopta initialement une position de centre-gauche, pour dévier ensuite vers le centre-droit et perdre finalement toute orientation précise. Il supporta en outre, dans le gouvernement Scelba, les conséquences d'une politique négative. Enfin, dans le dernier gouvernement, celui de Segni, qui par son caractère social aurait pu lui permettre de se refaire, il ravit aux Libéraux le ministère de l'Instruction publique et assumait la charge périlleuse de répondre non à toutes les revendications syndicales des maîtres et professeurs, perdant ainsi, auprès des classes moyennes intellectuelles, le peu qui lui restait de sa bonne réputation. Le Parti Social Démocratique Italien n'est plus qu'un mouvement sans base, où quelques vellétés de gauche se manifestent encore de temps à autre, et d'où émergent difficilement des hommes qui, comme Mondolfo ou Matteotti, s'emploient de leur mieux à reconquérir une place perdue. Son quotidien, *La Giustizia*, est peu diffusé et lourdement déficitaire.

Il y a le Parti Républicain Italien. Il a assumé, dans le gouvernement Segni — le plus social d'intention — la position du collaborateur extérieur. La proclamation de la République imposée par le référendum populaire fut pour lui le début d'une lente désagrégation qui se poursuit. Il devient, de plus en plus, un parti... historique. Il édite également un quotidien, peu lu et déficitaire, *La Voce Repubblicana*.

Il y a l'Union Socialiste Indépendante, qui naquit après le retrait retentissant du Parti communiste, des députés Cucchi et Magnani, rebelles aux directives de Moscou. L'U.S.I. diffuse un hebdomadaire, *Risorgimento Socialista*, et poursuit le but de constituer un parti socialiste indépendant unique, qui concurrencerait le P.S.I. et poserait, en termes nouveaux, les thèmes du marxisme traditionnel.

Il y a l'Unité Populaire qui, selon une récente déclaration de ses leaders officiels, Parri et Co-

dignola, se définit ainsi : « Le point de rencontre voulu entre socialistes et démocrates, pour la réalisation de structures gouvernementales démocratiques effectives, où soient représentés de façon concrète, les intérêts des classes ouvrière et moyenne ». Son organe est l'hebdomadaire *Nuova Repubblica*, à diffusion restreinte, et ses adhérents proviennent du Parti Socialiste Italien, du Parti Social et Démocratique Italien, du Parti Républicain Italien et du Parti d'Action, dissous depuis de nombreuses années. Parmi tous les petits mouvements, il est le seul qui possède une base d'organisation solide, et le seul qui ait su définir cette plateforme où se rejoignent des hommes de provenances diverses. Mais il est aussi, à cause de cela, le mouvement qui ressent le plus durement sa crise de maturité et risque de perdre, tantôt les socialistes, tantôt les démocrates.

Il y a le mouvement *Comunità* dont le leader est l'industriel connu, Adriano Olivetti. Ce mouvement voit éclater en ce moment son cadre naturel, la région du Canavese (Piémont), et entre dans le jeu politique à grand rayon d'action. Jusqu'à présent, il s'efforçait de créer, dans une région dépendant en grande partie du fonctionnement d'immenses usines mécaniques, des institutions et des services sociaux, de réaliser un exemple de communauté territoriale où toutes les classes et catégories sociales seraient représentées au sein d'un « self-government ». Le mensuel qu'il édite, *Comunità*, a toujours traité de vastes thèmes de culture humaniste, mais ne parvient cependant pas à mettre sur pied un programme économique et politique précis, parce que, reprenant à son compte les opinions de son leader, il met l'accent sur des réalisations totales, utopistes, qui supposent non pas l'équilibre de forces politiques contrastées, mais leur élimination et leur fusion dans un ordre nouveau.

Il y a enfin, le Parti Libéral Italien, qui ces jours-ci, a traversé une crise interne et en est ressorti divisé. Par son hebdomadaire *Il Mondo*, il constitue le centre d'attraction des classes moyennes. Son anticommunisme l'a amené à prendre position en faveur de la loi majoritaire de 1953 — qui cependant ne fut pas votée — et à soutenir d'abord la C.E.D., puis l'U.E.O. Son antifascisme sincère lui a attiré de nombreuses sympathies dans l'intelligentsia italienne. On demeure perplexe devant ses critiques négatives de certaines expressions — telles que celle des catholiques de gauche, celle de Gronchi ou celle de La Pira — ou lorsqu'il se prononça contre l'opération mendésiste en France. Cependant, sa liberté d'esprit va jusqu'à laisser dire à un de ses collaborateurs les plus lus, Ernesto Rossi, que la nationalisation est préférable à un libéralisme mesquin et intéressé.

Ce dernier parti a donc tenu, à Rome, un congrès qui s'est terminé par une retentissante scission. A partir du moment, il y a deux ans, où le secrétariat politique du mouvement passa aux mains du député Malagodi, et, par l'intermédiaire de ce dernier, à la Confédération Italienne des Industriels, il trouva des fonds suffisamment importants pour se donner une solide organisation, payer ses fonctionnaires et financer sa propagande. Mais il perdit alors la paix de l'âme. Aujourd'hui, un nombre important d'hommes responsables, bien in-

troducts au journal *Il Mondo* et à *L'Espresso* — autre hebdomadaire de création récente qui développe en termes plus subtils des thèmes de haute culture et qui, non par simple hasard sans doute, porte le titre du quotidien récemment fondé en France par Mendès-France — sont sortis du parti et revendiquent la défense du libéralisme classique d'un Cavour, d'un Giolitti, d'un Benedetto Croce, etc. On parle de la constitution prochaine — d'ici janvier semble-t-il — d'un parti radical qui se fera le promoteur d'une large concentration laïque.

Tous ces mouvements et partis organisent en ce moment des réunions, des discussions, mènent des travaux d'approche et des négociations diverses, dont une courtoise polémique journalistique met en évidence la valeur idéologique, mais passe sous silence leur valeur relative en ce qui concerne l'offre et la demande du marché social italien.

Tous ces mouvements et partis mineurs se composent, en fractions approximativement égales, de socialistes sortis du bloc social-communiste et de démocrates sortis du bloc démo-chrétien et des partis de droite.

L'éventuelle constitution d'un parti socialiste unitaire, indépendant du mouvement social-communiste, fera dévier sur la droite la majorité des démocrates qui ne veulent en aucune façon le socialisme. L'éventuelle constitution d'un front laïque radical fera dévier les socialistes sur la gauche.

Il n'est pas simple de prévoir ce qui adviendra dans un proche avenir. On devine aisément cependant, que, bien que moins nombreux en adhérents, les démocrates, les radicaux et laïques sont financièrement plus riches, alors que les socialistes, relativement nombreux, n'ont que de pauvres moyens. De plus, divisés en diverses tendances correspondant à autant de leaders et autant d'ambitions, les

socialistes n'ont pas su définir les éléments d'une doctrine nouvelle et cohérente capable de remuer les eaux dormantes du marais social-communiste.

L'approche des élections administratives et politiques électrise encore tous ces mouvements. Les élections ont en effet la faculté de provoquer des transformations notables avec des moyens insignifiants. Qu'un caillou s'introduise dans chaque soulier, et l'on s'explique sans peine qu'un tel boite du pied gauche et l'autre du pied droit.

Les élections sont chose importante dans la vie d'un organisme politique. Dans le cas présent, la grande préoccupation est celle de gagner, par un programme et des propositions qualifiés, quatre millions de voix environ, contre les onze millions de la Démocratie Chrétienne et les huit millions des social-communistes. On pourrait les gagner en commun, après fusion des hommes et des programmes. Diverses fractions séparées et concurrentes pourraient les obtenir également, mais, dans ce dernier cas, qui, dans la minorité, aura la majorité ?

De toute façon, une prévision générale est possible. Tant que le jeu se mènera en fonction d'un éventuel groupement de rechange pour une collaboration gouvernementale, ce ne sera toujours qu'un pauvre jeu de marionnettes, avec leurs disputes, leurs querelles et leur fin ridicule. L'ennui, c'est que les marionnettes meurent et renaissent mille fois, pour redonner en spectacle leur éternelle comédie... La politique reste ce qu'elle est, et ne peut, dans ces conditions, devenir le fructueux résultat d'une action sociale émanant de la base.

Antonio CARBONARO.

Milan, le 12 décembre 1955.

LETTRE D'ATHÈNES

La grève sans mouvement ouvrier

La décomposition économique, la crise sociale et l'instabilité politique ont été, en Grèce, le triste héritage de l'occupation du pays pendant la guerre mondiale. Et il s'en est fallu de peu que la guerre civile n'obligeât la Grèce à prendre rang parmi les satellites de Moscou.

Quatre scrutins parlementaires (1946, 1950, 1951 et 1952), donnent une idée du climat dans lequel a vécu le pays ces dix dernières années. Cependant, l'aide américaine, le travail confiant des ouvriers et des paysans, ont permis la restauration de l'appareil productif du pays et le maintien de son indépendance. Cette restauration économique a eu pour conséquence une renaissance du capitalisme, plus dur et plus rapace que jamais, cependant que les classes laborieuses, malgré le poids de leur masse, n'amélioraient en rien leur situation matérielle.

Mettant à profit la période d'instabilité politique où les partis nouvellement créés remplaçaient les anciens, où fusions et scissions se multipliaient, la bourgeoisie, reprenant peu à peu conscience de sa force, portait au pouvoir le Rassemblement Hellénique (R. H.) du maréchal Papagos. Ce dernier, investi par une majorité écrasante, prenait, en 1952, les rênes du gouvernement. Son programme : sortir le pays de l'impasse politique où les gouvernements précédents l'avaient fourvoyé, et assurer ce faisant, la « stabilité gouvernementale ». A défaut de partis politiques véritables et de leaders représentatifs, le pays avait recours, pour la solution de

ses problèmes, à un « messie ». Ce fut le cas du général Plastiras en 1950, du maréchal Papagos en 1952.

L'apparition sur la scène politique de ces deux personnalités militaires marqua chaque fois la décomposition des partis traditionnels : le parti populaire (Tsaldaris) et le parti libéral (Venizelos). Mais tandis que la clientèle électorale du parti populaire passait au mouvement de Papagos, le parti libéral, qui fut par excellence celui de la bourgeoisie, perdait sa base sociale. Artisans et ouvriers qui l'avaient suivi trouvaient refuge, selon leurs origines, dans d'autres formations politiques, entre autres chez les communistes.

Ainsi, tandis qu'avec le maréchal Papagos, la droite se reformait, le parti du centre décapité par le départ de Venizelos, éparpillé en une quantité d'autres formations et de groupes qui s'entredévoient (Libéraux, E.P.E.K., D.K.E.L., etc.), a pratiquement cessé d'exister. D'autre part, l'absence d'un mouvement ouvrier capable d'éduquer, d'organiser et de guider les travailleurs, a laissé le champ libre au communisme qui exerce sur la classe ouvrière, depuis la période d'occupation, une influence décisive.

La mort du maréchal Papagos a mis fin à un gouvernement qui, après trois années d'existence, déposait un bilan des plus défavorables, et laissait la Grèce dans une situation fort critique, tant du point de vue intérieur qu'extérieur.

Le « R. H. », au pouvoir depuis 1952, pratiqua

une politique économique qui, à longue échéance, devait sauvegarder l'intérêt collectif de la bourgeoisie aux dépens des salariés et des classes moyennes. En effet, toute la période qui suivit la libération vit se répéter les phénomènes d'inflation et de dévaluation monétaires — la dernière opération date d'avril 1953 —. La conséquence fut une augmentation régulière du coût de la vie tandis que les salaires et traitements, sacrifiés à « l'avenir économique du pays » — pour tout dire, à ce Moloch qu'est le profit capitaliste — demeuraient bloqués. L'économie grecque affrontait ainsi avec succès le choc de la dévaluation et parvenait à tenir, voire à se développer, malgré la diminution de l'aide américaine. Cette politique économique se présentait sous un double aspect ; libérale pour les propriétaires, elle n'était pour les ouvriers, pour les non-possédants, que la politique du pire. Depuis la première dévaluation et la hausse des prix qui en découla, les ouvriers ont vu leurs revenus réduits de 35 à 45 pour cent. Les salaires, rajustés par paliers successifs, mais toujours distancés par les prix, s'épuisent dans cette course. En février 1953, un premier « supplément de nourriture » augmentait de 7 pour cent les salaires mensuels allant de 1.000 à 2.500 drachmes. En juillet de la même année, une augmentation de 12 pour cent était accordée aux salaires mensuels inférieurs à 1.000 drachmes. En février 1954, ce supplément fut incorporé dans une augmentation allant de 20 à 25 pour cent. Mais, de mai 1953 à novembre 1954, le coût de la vie s'élevait de 33 pour cent, et continuait sa progression jusqu'à atteindre, aujourd'hui, 45 pour cent.

La politique économique de Papagos a provoqué de grosses déceptions : l'extrême inégalité de la répartition du revenu national s'est encore accentuée. Aux élections municipales de novembre 1954 la désapprobation de la population à l'égard de la politique gouvernementale et de l'opposition officielle s'exprima nettement. La victoire revint à une coalition hétéroclite, première ébauche de front populaire. Pour la première fois depuis l'occupation, le communisme, sous la forme légale de l'E.D.A., devenait un facteur essentiel dans le camp de l'opposition. Ce front commun a triomphé dans toutes les grandes villes, et le changement politique du climat électoral eut des répercussions au sein de l'opposition même, déjà extrêmement divisée ; les libéraux se scindaient à nouveau, et Venizelos créait une Union démocratique libérale (F.D.E.), mosaïque politique formée d'adhérents recrutés parmi les libéraux, les *fellows-travellers*, etc. Après la mort de Papagos et la formation du cabinet Karamanlis, la décomposition qui, du temps du maréchal, avait menacé le R. H. de disparition complète, fut enrayée. Le nouveau gouvernement s'efforça, dans la mesure du possible, de se désolidariser de la politique de Papagos et, par une série de mesures, d'amadouer l'opinion publique et de préparer un climat favorable aux élections du printemps prochain.

L'opposition se trouve, maintenant, dans une situation difficile. Elle a deux problèmes essentiels à résoudre : d'abord, surmonter ses divisions intestines ; ensuite définir la nature de ses relations avec l'E.D.A. qui, dans toutes les grandes villes, possède un imposant potentiel électoral. Ce dernier problème se pose avec d'autant plus d'acuité que la nouvelle loi électorale institue le système majoritaire avec représentation de la minorité.

Sur le plan extérieur, la situation n'est pas moins sombre ni moins compliquée. La question de Chypre, le pogrom d'Istanbul ont démontré qu'en réalité, la Grèce est totalement isolée. Après son adhésion à l'OTAN, les attaques se déclenchèrent de l'intérieur. Son système de sécurité qui reposait sur la Turquie et l'Angleterre, s'écroulait, et ses anciens alliés devenaient ses adversaires, tandis

que le troisième partenaire, la Yougoslavie, donnait au Pacte balkanique une interprétation nouvelle et fort peu rassurante.

Ces événements devaient influencer fortement l'opinion grecque et le sentiment d'amertume et d'indignation devenait plus violent encore, après la déclaration Dulles et la position prise par les Etats-Unis sur la question cyprite. La position prise par les Anglo-Saxons favorisait les Soviets qui trouvaient, sur ce point, un allié inespéré ; le neutralisme, le tournant politique prévu devenaient choses possibles pour une partie de plus en plus importante de la population. La Grèce, idéologiquement désarmée, est psychologiquement mûre pour une politique internationale d'apaisement, de coexistence. Ce danger est d'autant plus grand que le peuple grec est très émotif, dépourvu d'éducation politique et capable des plus brusques changements. La masse inorganisée des mécontents est celle qui grossit les rangs des E.A.M. d'abord, se réfugia au sein du mouvement de Plastiras ensuite, et enfin se tourna vers Papagos. Désillusionnée, déçue par ses expériences successives, elle cherche une autre solution : le communisme a le champ libre. Ses mots d'ordre démagogiques de coexistence et d'apaisement, ses solutions trompeuses trouveront, dans cette masse, des échos favorables. Et l'absence d'un véritable mouvement ouvrier, capable d'arrêter le pays dans sa course à l'abîme, lui facilitera la tâche qu'il s'est fixée.

Car on chercherait en vain, en Grèce, un mouvement ouvrier capable de jouer son rôle. La Grèce est peut-être le seul pays au monde où toute activité progressiste est soumise au contrôle communiste, où socialisme démocratique et syndicalisme véritable sont inexistantes. Pour expliquer cette carence, il faudrait remonter à l'époque de l'entre-deux guerres, au coup d'Etat du 4 août 1936, et surtout à l'occupation, qui créèrent un climat favorable au développement du parti communiste et de mouvements satellites tel le P.S.E.L.D. (Svolos-Tsirimokos) qui discrédita pour longtemps l'idéal socialiste. Le P.S.-E.L.D. connut une fin peu honorable, mais ses anciens dirigeants, qui trouvèrent refuge dans divers autres partis, sont toujours prêts à servir leur ancien maître.

De telles conditions n'ont pas favorisé une prise de conscience des travailleurs. Le mouvement syndical, successivement soumis au fascisme et au communisme, n'a pu devenir une véritable organisation de classe. L'intervention continuelle de l'Etat et du patronat dans les affaires syndicales, l'en ont empêché. De plus, le syndicalisme international qui, des anciennes formes de combat pour les salaires passe aux revendications de législation sociale, exigeait de nouvelles méthodes de lutte. La création du *Welfare State* dans plusieurs pays transforma, en effet, les conditions de lutte et diminua la combativité des organisations européennes elles-mêmes. La tâche d'une véritable direction syndicale serait de combiner les deux méthodes. Au lieu de cela, l'actuelle direction formée de politiciens-syndicalistes, se borne à « expédier les affaires courantes » ouvrières, à appliquer la nouvelle législation sociale, comme elle le ferait pour une clientèle électorale. On s'explique ainsi la double attitude des travailleurs grecs, qui, politiquement, suivent les communistes, mais s'adressent aux dirigeants syndicaux pour débrouiller leurs problèmes quotidiens.

Le danger qui menace le pays est donc l'affaire du socialisme et du syndicalisme international, la Grèce étant pour la démocratie sociale en lutte contre le communisme, le point faible de l'Europe.

Manolis KORAKAS.

Athènes, novembre 1955.

Cercle Zimmerwald

SEANCE DU DIMANCHE 18 DECEMBRE 1955

Mika Etchébéhère, entourée de quelques camarades argentins, jette un regard rapide sur l'Argentine avant Péron, expose ensuite ce qu'elle est devenue sous Péron, et l'on discute enfin avec elle sur les possibilités qui s'offrent pour le pays après la chute du « péronisme ». Les événements ont vite évolué depuis la dernière conférence du Cercle sur l'Argentine (le 11 janvier 1953) et il était indispensable de « faire le point ».

La République Argentine, située à l'extrême sud du nouveau continent, va du parallèle 21,30 jusqu'au parallèle 55,18, s'étendant sur près de 3 millions de kilomètres carrés, dont plus de deux tiers cultivables (consacrés à la culture et à l'élevage). Sur 19 millions d'habitants, Buenos-Ayres en compte 4 millions et demi. Toutes les cultures sont possibles sur ce territoire jouissant des climats les plus divers : forêts, céréales, canne à sucre, coton, tabac, sans compter un cheptel très varié et de première qualité. Les richesses du sous-sol sont plus inégales : pas de fer, un charbon médiocre, mais d'énormes ressources en pétrole encore insuffisamment exploitées. Le régime des terres est celui des « latifundia », hérité de l'Espagne des « conquistadores » ; aucune réforme agraire sérieuse n'a été tentée, pas même sous Péron. D'autre part, l'Argentine est une zone d'influences étrangères : les capitaux américains atteignaient 2 milliards et demi de dollars en 1937 ; les investissements anglais (chemins de fer, services d'eau courante et d'électricité, transports en commun, frigorifiques, exploitation forestière du « quebracho » ou arbre à tanin) faisaient de ce pays une « semi-colonie », où la main-d'œuvre des natifs vivait dans des conditions misérables.

NAISSANCE D'UNE CLASSE OUVRIERE

Dès 1872 s'organise à Buenos-Ayres une section française de l'Association Internationale des Travailleurs, sur l'initiative d'anciens communards. Vers 1874 commence une grande politique d'immigration (483.000 immigrants européens en six ans et, parmi eux, beaucoup d'ouvriers italiens et espagnols).

Les premiers syndicats sont créés, d'esprit nettement européen et de tendance libertaire. Le parti socialiste naît en 1896, groupant surtout des ouvriers étrangers : tailleurs, ébénistes, boulangers, maçons, cheminots... La politique du pays est dominée par le parti conservateur, représentant les intérêts des grands propriétaires terriens des latifundias, liés aux capitaux étrangers, surtout anglais. Mais une industrie commence à se développer et un parti naît : « La Union Cívica Radical », parti de la petite bourgeoisie citadine, appuyée par des artisans et une faible couche ouvrière. Ce parti attendra 25 ans le pouvoir.

La guerre de 1914 crée la première fissure dans le cordon ombilical qui rattache l'Argentine à l'Europe. Les importations diminuent, l'Argentine accentue son industrialisation : textile (coton et laine), emballage et papiers, usines métallurgiques, béton, distilleries de pétrole, frigorifiques. Il y a en 1914 près de 130.000 ouvriers. La loi électorale de 1912 instituant le scrutin secret et obligatoire permet l'élection en 1916 du radical Irigoyen à la présidence de la République ; ce « caudillo » intelligent et habile manœuvrier permet à son pays de bénéficier d'une politique de neutralité.

Avant 1914, le mouvement ouvrier, importé par des Italiens et des Espagnols, est à tendance anarchiste ; l'action de la centrale syndicale FORA, Fédération ouvrière régionale argentine, s'étend jusque dans les campagnes. L'influence socialiste n'est pas négligeable dans les villes. Mais vient la Révolution russe.

Sur le plan politique, une fraction importante quitte le parti socialiste et fonde dès 1917 un parti communiste. Au sein des organisations syndicales

anarchistes, on discute de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. En 1919, une grande grève dans la métallurgie aboutit à une féroce répression et à une réaction antisémite (les juifs russes sont nombreux). En 1921, la grève de Santa-Cruz, à la campagne, dans les « estancias », s'accompagne d'occupation des locaux : elle est réprimée féroce, toujours par le parti radical au pouvoir (massacre de 1.500 ouvriers des élevages).

Puis vient une ère de prospérité économique, avec apport de capitaux nord-américains. Les manœuvres communistes facilitent la désagrégation du mouvement ouvrier. La grande crise de 1929 touche l'Argentine. Irigoyen est de nouveau au pouvoir. La pagaille et la corruption accélèrent la réaction : un coup d'Etat militaire chasse en 1930 les radicaux. Et le pays va vivre un régime de demi-dictature et de décrets-lois jusqu'au retour des radicaux au pouvoir, avec Ortiz. Celui-ci meurt en 1941. La deuxième guerre mondiale amène en Argentine des montagues d'or, grâce à sa neutralité, imposée par les éléments réactionnaires.

Un fait nouveau survient alors : les forces appelées nationalistes ramassent le drapeau anti-impérialiste que les forces de gauche ont agité pendant des années et conspuent l'Angleterre et les Etats-Unis. Le 4 juin 1943, un nouveau coup d'Etat militaire balaye le gouvernement légal. Un colonel, **Juan Péron**, est nommé secrétaire au Travail et à la Prévision sociale. Le mouvement ouvrier est toujours divisé et Péron, par une politique de répression et de corruption démagogique, prend déjà ses premiers appuis dans la C.G.T., où s'affrontent encore socialistes, communistes et syndicalistes (l'autre centrale syndicale, l'Union syndicale argentine, de tendance réformiste modérée, a peu d'influence). Profitant de la vague de prospérité (vente massive à l'étranger de céréales et de viande, exportation de chaussures, de textile et de conserves), Péron signe une série de décrets-lois constituant une législation sociale beaucoup plus complète que ce que le Parti socialiste avait vainement demandé au Parlement depuis trente ans.

LE REGIME PERON

Le colonel a fait ses premières armes comme attaché militaire dans l'Italie de Mussolini, bonne école pour un apprenti-dictateur. Alors qu'il est secrétaire au Travail, il rencontre une belle fille au passé léger, Eva Duarte, qui devient sa maîtresse et son agent de propagande à la Radio. Les premières frictions commencent alors avec l'Armée, qui trouve qu'Eva Duarte ne fait pas sérieux et compromet la cause des militaires. Pendant ce temps l'opposition de gauche, y compris les communistes, se compromet avec les conservateurs et les radicaux les plus corrompus dans une action conspirative sans base ouvrière sérieuse. Sauf Péron, personne ne pense aux revendications ouvrières. Mais l'Armée a peur de son démagogue, la Marine et l'Aviation sont violemment antipéronistes. A part une minorité anarchiste et socialiste, la C.G.T. au contraire se « péronise ». Péron parle un langage ouvrier. Des balcons du Secrétariat au Travail, il harangue les masses : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ! L'Armée conspire aussi et Péron est arrêté, mais vite libéré il s'appuiera sur la « ceinture rouge » de Buenos-Ayres où se dressent les frigorifiques géants, les filatures, les grandes usines. Le bras ouvrier de Péron, Cipriano Reyès, du syndicat de la viande, bat le rappel. La belle fille Eva galvanise les masses par son langage populaire et volontiers populacrier ; elle se dépense sans compter à la tête des « descamisados ». Péron remis en liberté fonde son parti laboriste et signe de nouveaux décrets accordant les congés payés, un mois de salaire annuel comme étrennes, des augmentations de traitement. Tout cela est possible grâce à la vague de prospérité que traverse le pays, grâce à une corruption savante

des militants syndicaux, grâce à la nullité des forces de gauche traditionnelles. Les élections qui approchent sont donc bien préparées. Pour la première fois dans l'histoire du pays, les ouvriers mesurent leur force, et la C.G.T. dans son ensemble soutient Péron. Celui-ci ménage le clergé, épouse Eva à l'église, n'hésite pas à créer un enseignement religieux dans les écoles (ce qui n'existait pas auparavant : l'Argentine avait une école publique, même dans les campagnes reculées, et l'analphabétisme y est presque inexistant). L'opposition groupée en un front commun, allant des conservateurs aux communistes : l'Union Démocratique, à demi réduite aux méthodes conspiratives, ne peut empêcher l'élection triomphale de Juan Péron à la présidence de la République. Et Evita lui succède au secrétariat au Travail : son activité inlassable, jusqu'à sa maladie et à sa mort, aide à populariser ce régime curieux, démagogique et corrompu, mais dont la base populaire est incontestable. Toutefois le compagnon de la première heure le militant des frigos Cipriano Reyes, dénonce la course aux places du péronisme victorieux : il ira en prison. La Fondation Eva Peron assurera la popularité du régime grâce à une habile propagande, à des distributions de toutes sortes aux humbles ; grâce à une caisse bien remplie par les dons, plus ou moins volontaires, des industriels et des commerçants, à des prélèvements de salaires, Evita jette les bases d'une gigantesque société de bienfaisance, délogeant de la charité les dames « bien » qui la pratiquaient traditionnellement.

Emancipation économique du pays, c'est le grand mot d'ordre péroniste. Course à l'industrialisation, pour se libérer des ingérences étrangères. Tout cela se fait surtout sur le papier, ou existait avant Péron, qui a profité au début de la haute conjoncture économique. C'est surtout l'occasion, au moment du rachat des chemins de fer ou grâce au monopole du commerce extérieur, pour les magnats du régime et le gang au pouvoir, de s'emparer des poches et de vider les caisses de l'Etat. Péron fait de l'« anti-impérialisme » et manœuvre entre les blocs, ménageant les Russes pour mieux faire chanter les Américains. Tout cela pour aboutir à un gigantesque marché noir, aux restrictions de courant et de chauffage, et même aux restrictions de viande dans ce pays d'élevage par excellence. L'outillage agricole n'est pas réparé, les campagnes se vident. Même les lois sociales, seule réalité du régime, n'empêchent pas les familles ouvrières de loger à quatre ou cinq personnes dans une seule pièce, comme conséquence même de l'« industrialisation » et de la ruée vers la ville.

Au fur et à mesure que les caisses gouvernementales se vident, que la vie augmente, que la production agricole baisse, éclatent des grèves que la C.G.T. péroniste n'arrive pas toujours à endiguer, en particulier celle des cheminots en 1952, celle des métallurgistes, celle des abattoirs de Buenos-Ayres, en plein fief péroniste. Si la C.G.T. compte 5 millions de membres, sur une population totale de 19 millions d'habitants, il faut tenir compte du caractère obligatoire des adhésions des ouvriers et des fonctionnaires.

La réélection de Péron à la présidence, grâce à une modification des lois constitutionnelles, n'empêche pas une rapide détérioration du régime : les pays étrangers n'ont plus besoin des produits argentins, l'industrialisation ne permet pas de se passer des capitaux étrangers, la réforme agraire n'est pratiquement pas amorcée. Et, après la mort d'Evita, Péron tente en vain des mesures de sauvetage : « coexistence » avec les partis politiques (surtout avec quelques transfuges des partis démocratiques), bouleversement dans les cadres universitaires (ce qui n'empêche pas l'Université d'être un foyer antipéroniste), lutte contre le clergé et loi sur le divorce (Péron craint l'influence oppositionnelle des **démo-chrétiens**, nouvelle formation qui commence à faire de la propagande dans les rangs ouvriers), concessions pétrolières à une grande compagnie nord-américaine. Cette dernière mesure et le virage anticlérical entraînent, après quelques remous, la chute du régime et la fuite du dictateur. Mais on ne saurait trop souligner que c'est l'armée, profondément catholique, qui a renversé le dictateur et non la classe ouvrière, qui est encore « péronisée », comme le

prouvent les ménagements de Lonardi avec les chefs péronistes de la C.G.T. et les grèves récentes matées par les mitrailleuses de la nouvelle Junte militaire.

L'avenir de l'Argentine dépendra essentiellement de la capacité à se renouveler et à promouvoir des réformes profondes et une loi agraire de la part des formations démocratiques socialistes et syndicalistes. On respire mieux depuis la chute de Péron. Mais le retour à la liberté ne suffit pas à résoudre les problèmes sociaux qui se posent.

« REFUS DE PARVENIR »

de A.-V. JACQUET

Hagnauer a déjà signalé l'initiative prise par Monatte et Guilloré de demander aux amis de Jacquet de souscrire pour rassembler les sommes nécessaires à l'édition posthume de l'œuvre de notre ancien collaborateur : « Refus de parvenir ». Nous pensons que cet appel doit intéresser un grand nombre de nos lecteurs. Aussi nous le reproduisons ci-après :

Notre ami A.-V. Jacquet est mort, vous le savez, en juillet 1955. Parmi les manuscrits qu'il a laissés, figure un roman auquel il tenait particulièrement. Ce roman est actuellement en projet d'édition à « l'Amitié par le Livre » sous le titre : **Refus de parvenir**, roman-témoignage.

Le souvenir de Jacquet n'est pas près de s'éteindre dans le cœur de ceux qui l'ont connu, dans l'esprit de ceux qui ont lu ses articles si vivants dans la **Révolution Proletarienne**, l'**Ecole Emancipée** et le **Réveil Syndicaliste** d'avant guerre et, plus récemment, dans le **Patriote du Beaujolais**. Malgré les avatars philosophiques et métaphysiques que sa pensée a pu connaître — curieuse et ouverte comme elle l'était aux influences les plus diverses — la vie de Jacquet est d'une belle unité, en ce sens qu'il est toujours resté fidèle au peuple, aux paysans parmi lesquels il vivait sur un pied de confiance et d'égalité, au mouvement ouvrier qu'il connaissait bien et qu'il servait.

Dans le style simple et pur que nous lui connaissons, le roman que nous voudrions voir sortir retracera la vie d'un jeune instituteur campagnard, au début de ce siècle, en même temps que les premières manifestations d'un syndicalisme qui commence à marquer son époque. Le titre retenu : **Refus de parvenir**, est assez significatif.

Notre ami Belliard, de « l'Amitié par le Livre », demande pour l'édition une souscription préalable de 250.000 francs, soit **500 souscripteurs à 500 fr. chacun**. Nous avons pensé nous adresser d'abord aux amis et aux militants qui ont connu Jacquet, ou qui l'ont lu, ou qui — à quelque titre que ce soit — participent de sa pensée et de son action.

C'est pourquoi nous vous demandons, cher camarade, non seulement votre souscription personnelle, mais encore de vous charger de la prospection de souscriptions autour de vous et de répercuter cet appel dans tout votre département si possible. Dans les deux milieux de l'**Ecole Emancipée** et de la **Révolution Proletarienne** on doit pouvoir réunir ces 500 souscriptions assez rapidement. Ainsi la publication du livre ne saurait tarder.

La parution du **Refus de parvenir**, de Jacquet, sera non seulement une manifestation de camaraderie fidèle, mais aussi un acte de propagande ouvrière et syndicaliste.

Salutations cordiales.

P. MONATTE, R. GUILLORE.

N.-B. — Répondre le plus tôt possible et adresser les fonds recueillis à : **Pierre Monatte, 13, rue de Châtillon, Vanves (Seine). C.C.P. 3499-99 Paris.**

LES FAITS DU MOIS

D'où vient l'argent ?

JEUDI 1^{er} DECEMBRE. — Si Bekkaï accepte de former le nouveau gouvernement **marocain**.
Comité Confédéral National de la **C.G.T.**
A New-York, congrès de fusion de l'**A.F.L.** et du **C.I.O.**
Le bureau du **Parti radical** exclut M. Edgar Faure.
Décret de dissolution de l'**Assemblée Nationale**.

VENDREDI 2. — Congrès de l'**Istiqlal** à Rabat (**Maroc**).
Voyage de Khrouchtchev et de Boulganine en **Birmanie**.

SAMEDI 3. — Waler Ulbricht, secrétaire du parti socialiste unifié de l'**Allemagne orientale**, redevient vice-président du Conseil.

LUNDI 5. — A Lamy (département de **Bône**), la troupe tire sur un marché.
En **Turquie**, bagarres entre partisans de Bourguiba et de Ben Youssef.
Le Congrès de l'**Istiqlal marocain** se prononce pour l'émancipation totale de la femme.

MARDI 6. — Conseil National du **Parti Socialiste**.
L'**Iran** rejette la protestation soviétique contre le pacte de Bagdad.
Graves désordres à **Marrakech**.

MERCREDI 7. — Formation du gouvernement **marocain**.
Clement Attlee abandonne la direction du **Labour Party**.
La grève de la **navigation aérienne** continue.

JEUDI 8. — Une liste poujadiste élue en bloc à la **Chambre de Commerce de Paris**.

VENDREDI 9. — L'**Assemblée algérienne** demande l'ajournement des élections en Algérie.

SAMEDI 10. — Le bureau du **Parti Radical** exclut MM. René Mayer, Martinaud-Déplat, Lafay, J.-P. David.
Les syndicats du personnel d'exécution de la **navigation aérienne** repoussent les propositions gouvernementales.
Accord de salaires entre la **direction Peugeot**, les syndicats F.O., C.F.T.C. et indépendants.

LUNDI 12. — Raid de représailles des troupes israéliennes en **Syrie**; 54 tués, 30 prisonniers.
Elections en **Australie**: le parti libéral gagne 7 sièges; le parti travailliste en perd 7 quoiqu'ayant obtenu plus de voix que le parti libéral.

MARDI 13. — L'ancien chef des Services de Sécurité de l'**Allemagne occidentale**, le Dr John, passé à l'Est en 1954, revient en zone occidentale.
Conversations franco-allemandes sur la **question sarroise**.

MERCREDI 14. — Démission du cabinet **jordanien**.
Boulganine et Khrouchtchev on quitté l'Inde pour l'**Afghanistan**.

JEUDI 15. — A l'**O.N.U.**, le Conseil de Sécurité admet seize nouveaux Etats.
Gaitskell devient leader du **Labour-Party**.
Au **Chili**, grève dans les mines de cuivre.

VENDREDI 16. — Voyage du maréchal Tito en **Ethiopie**.
Accord commercial entre **Ceylan** et la **Tchécoslovaquie**.

DIMANCHE 18. — Elections en **Sarre**: 25,4 % des voix au parti chrétien social proallemand; 21,8 % au parti de M. Hoffmann; 24,2 % au parti nationaliste; 14,3 % au parti socialiste proallemand et 5,8 % au parti socialiste européen.

LUNDI 19. — Arrestation en **Tunisie** de 42 personnes accusées de complot.

MARDI 20. — Sérieux accrochages en **Algérie**, près de la frontière tunisienne.
Dissolution du **parlement jordanien**.

MERCREDI 21. — Combats en **Algérie**.
Au **Maroc**, amnistie politique.
En **Tunisie**, violentes bagarres à la suite de l'interdiction d'un meeting de Salah ben Youssef.

JEUDI 22. — Proclamation de l'indépendance du **Soudan**.

MERCREDI 28. — Visite de Tito en **Egypte**.
Accord entre les **Charbonnages de France** et les syndicats F.O. et C.F.T.C.

MOIS DE DECEMBRE 1955

RECETTES	
Abonnements ordinaires	49 170
Abonnements de soutien	12 500
<hr/>	
Souscription	61 670
Vente « R.P. »	2 500
Vente « Chine »	4 070
Vente « Ere de l'impérialisme »	1 700
Divers (1)	450
<hr/>	
	1 500
<hr/>	
	71 890
En caisse à fin novembre	148 340
<hr/>	
	220 230
<hr/>	
DEPENSES	
Impression et papier (novembre)	78 056
Frais d'expédition	4 264
Frais généraux	1 760
<hr/>	
	84 080
En caisse à fin décembre :	
Espèces	10 634
Chèques postaux	125 516
<hr/>	
	136 150
<hr/>	
	220 230
<hr/>	
Dû :	
« R.P. » de décembre	82 789
Téléphone	5 049
<hr/>	
	87 838

(1) Sommes à transmettre au Cercle Zimmerwald (1.000) et aux « Etudes matérialistes » (500).

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Laval (Loire) 2.000 ; Vêga (Haute-Marne) 2.000 ; Cattanès (Paris) 1.500 ; Guillaume (Loire) 3.000 ; Croze (Paris) 2.500 ; Reber (Seine-et-Oise) 1.500.

LA SOUSCRIPTION

Duperray (Loire) 400 ; Fanfani (Seine-et-Oise) 200 ; Petit (Paris) 200 ; Gauthier (Creuse) 500 ; Aulas (Alpes-Maritimes) 200 ; Perrot (Manche) 200 ; Hémé (Côte d'Or) 500 ; Ali Ferdoussi 300.

Entre nous

Rectifions une erreur. La R.P. entre avec ce numéro dans sa trente-deuxième année. Elle est loin de répondre à nos ambitions. Sans doute, succombons-nous sous le poids de la copie... et du marbre. C'est l'effet pénible de nos 24 pages... ou plutôt de leur insuffisance. Mais nous voudrions assurer nos rubriques ordinaires, étoffer celle des « lettres de l'Internationale », de « la Renaissance du Syndicalisme », reprendre celle des « Faits et Documents »... publier plus souvent les lettres de nos amis. Nous voudrions aussi publier dans chaque numéro une ou deux monographies sur les problèmes essentiels nationaux et internationaux. Nous avons en province des camarades qui ne semblent pas inspirés par l'exemple de nos amis de la Loire...

Il est des légendes tenaces. On nous parle encore de la tendance de la R.P. Faut-il rappeler que celle-ci n'a pas varié depuis la fondation ? C'est-à-dire que toutes les opinions syndicalistes et révolutionnaires peuvent trouver place dans nos colonnes ?

C'est peut-être au fond ce que certains jugent comme une faiblesse. C'est qu'il est difficile d'admettre — avec Rosa Luxembourg — que « la liberté, c'est d'abord la liberté pour les autres ».

Il faut ajouter que cette originalité conditionne la fidélité de nos amis les plus sûrs. C'est particulièrement visible sur les talons des mandats de réabonnement. Il n'est pas rare d'y trouver des formules de ce genre : « Pas d'accord avec vous, mais... continuez. Cela fait du bien de lire la R.P. en notre temps de conformisme, d'alignement, de direction intellectuelle. »

A PARAITRE :

Un roman-témoignage de

— A.-V. JACQUET —

REFUS DE PARVENIR

(Vie d'un jeune instituteur campagnard
au début du siècle et naissance du syndicalisme)

Il faut 500 souscripteurs à 500 francs chacun

Adresser les fonds recueillis à

Pierre MONATTE

13, rue de Châtillon, Vanves (Seine)

C.C.P. 3499-99 Paris

(Voir appel en page 24)